SEANCES DU MERCREDI 27 FEVRIER 1985
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 27 FEBRUARI 1985

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1708.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1985.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1984.

Discussion générale (suite). — *Orateurs:* **M. de Wasseige**, p. 1708. — **MM. Vandekerckhove, Vercaigne, Mme N. Maes, M. Eyskens**, ministre des Affaires économiques, **M. Knoops**, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes, p. 1710.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économique de l'année budgétaire 1985.

Discussion et vote des articles, p. 1724.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1984.

Discussion et vote des articles, p. 1727.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 1710.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1708.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1985.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers:* **de heer de Wasseige**, blz. 1708. — **De heren Vandekerckhove, Vercaigne, mevrouw N. Maes, de heer Eyskens**, minister van Economische Zaken, **de heer Knoops**, staatssecretaris voor Energie, toegevoegd aan de minister van Economische Zaken, en staatssecretaris voor Middenstand, toegevoegd aan de minister van Financiën en Middenstand, blz. 1710.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1985.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1724.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1727.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 1710.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 20 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 20 m.

CONGES — VERLOF

Mme Herman-Michielsens et MM. Belot, pour raison de santé; Boel, pour des devoirs administratifs; Luyten, pour des raisons familiales, demandent d'excuser leur absence à la réunion de cet après-midi.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Herman-Michielsens en de heren Belot, om gezondheidsredenen; Boel, wegens bestuursplichten; Luyten, wegens familiale redenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1985

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1984

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1985

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1984

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère des Affaires économiques.

Wij hervatten de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Economische Zaken.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, nous sommes sans doute amenés à examiner le budget qui, à plus d'un titre, s'avère le plus scandaleux de tous si on le considère à la lumière de la situation économique et sociale que nous vivons dans le pays et dans les différentes régions, depuis plusieurs années.

Pourquoi ? Parce qu'il nous donne le reflet de la politique économique suivie par le gouvernement. Je n'en parlerai pas très longuement, mon collègue M. Pécriaux ayant très bien mis le doigt, ce matin, sur les « mauvais » résultats — je ne trouve pas d'autre qualificatif — de cette politique économique: le chômage s'accroît, l'emploi diminue, les investissements, après s'être effondrés, ont repris un peu, mais n'ont même pas rattrapé le niveau de 1981. On peut y ajouter d'autres indices qui vont tous dans le même sens et prouvent que les résultats sont mauvais.

Cependant, le gouvernement tient toujours le même langage: « On est sur la bonne voie, on va bientôt réussir. » Ce langage ressemble étonnamment à une nouvelle mouture de la méthode Coué qui consiste à clamer « cela va aller mieux », alors que de toute évidence il n'en est rien. Voilà un premier motif pour lequel ce budget me paraît scandaleux, mais il en est d'autres.

Le deuxième motif touche directement à la responsabilité du ministre qui n'hésite pas, quand cela convient à la politique du gouvernement, à manipuler l'index des prix à la consommation, lequel — on le sait très bien — sert de base à l'adaptation non seulement des traitements et des revenus dans les secteurs public et privé, mais également des allocations sociales.

En octobre dernier, cet index aurait normalement dû franchir la valeur pivot déclenchant l'adaptation des traitements dans le secteur public et des allocations sociales de différentes formes. Que s'est-il passé?

Au mépris d'un contrat-programme sur les produits pétroliers, avec la complicité de la Fédération pétrolière et pendant la seule période de quinze jours au cours de laquelle il est procédé au relevé des prix par les fonctionnaires et les agents de l'administration, le prix du gasoil a été diminué et bloqué de sorte que l'indice pivot n'a pas été atteint; les adaptations n'ont pas eu lieu et n'auront pas davantage lieu en février puisqu'à ce moment on tombe sous l'application d'une loi qui annule les deux premiers p.c. d'indexation de l'année 1985.

Le gouvernement ose toujours prétendre qu'il protège les revenus les plus bas, mais quand il en a l'occasion — je viens d'en donner un exemple précis —, il n'hésite pas à les restreindre.

Par ailleurs, les dernières augmentations de prix intervenues dans un service public, la Régie des Téléphones, n'ont pas été entièrement prises en compte pour le calcul de l'index du mois de janvier dernier. Le gouvernement va probablement continuer dans cette voie, mais il prétend que cela va mieux et qu'il maîtrise l'inflation, ce qui — il faut bien le constater — est loin d'être le cas.

En matière de politique énergétique, votre budget est désastreux. Le déficit de la balance des paiements, pour les produits énergétiques, est passé de 142 à 162 milliards et l'on s'achemine, pour l'année en cours, vers un déficit plus accentué encore.

Depuis plus de dix ans, on sait que les produits énergétiques pèseront dans la balance commerciale et qu'il faut engager une politique sérieuse d'utilisation rationnelle de l'énergie. Toutefois, le gouvernement, je le répète, ne prend aucune mesure, il se borne à tricher.

En effet, dans le déficit de la balance commerciale, il n'est pas tenu compte du coût de l'uranium, de ses frais de retraitement et d'enrichisse-

ment nécessaires pour le fonctionnement des centrales nucléaires. On ne tient compte que des combustibles fossiles: charbon, pétrole et gaz naturel. Par conséquent, le déficit de la balance commerciale, tous produits énergétiques réunis, est bien plus élevé que celui dont il est fait état.

La politique suivie en matière énergétique depuis dix ans ne tient pas compte des réalités. C'est ainsi que l'abattement fiscal compensant des travaux d'isolation thermique de logements a été supprimé, que les fonds prévus il y a quelques années pour financer différents éléments d'une politique rationnelle de l'énergie n'ont pas été alloués et que la dotation en cette matière n'a jamais été rétablie.

Mais il y a pire: le gouvernement persévère dans la folie de la politique nucléaire. Par exemple, que penser du réacteur surrégénérateur de Kalkar, le SNR 300? La Belgique participe à ce projet qui a vu le jour dans les années 1968-1969. Les sociétés privées d'électricité interviennent seulement à concurrence de 15 p.c., tandis que la participation de l'Etat belge, de même que celle de l'Allemagne et des Pays-Bas, est de l'ordre de 85 p.c.

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Pas en 1969, monsieur de Wasseige, où l'intervention de l'Etat a été de 92 p.c.

M. de Wasseige. — C'est encore pire; je suis modeste en avançant mes chiffres.

Ce projet n'est pas encore réalisé. Il le sera peut-être avec un couplage au réseau, en décembre 1986, voire en 1987, si l'on tient compte des quelques mois de retard habituel. Il aura donc fallu vingt ans pour faire aboutir un projet dont vous dites vous-même qu'il n'est pas certain — car c'est un prototype — que le kilowatt/heure qu'il permettra de produire sera économique. Il faudra sans doute payer les sociétés d'électricité pour qu'elles acceptent de distribuer ces kilowatts.

Les techniciens et les scientifiques savent bien que ce projet est mort-né, qu'il n'apportera rien à la recherche ni au développement futur, et ce qu'on soit ou non d'accord sur l'option des surrégénérateurs. Or vous avez décidé, il y a quelques mois, d'engager 2,5 milliards en cinq ans dans ce gouffre, alors que nous sommes en période de crise et de restrictions budgétaires, alors que vous n'hésitez pas à prendre quelques centaines de francs dans la poche des allocataires sociaux dont les revenus sont déjà tellements bas, et à taxer les chômeurs. S'il était une dépense inutile, c'était bien celle-là!

Pourtant, nous n'étions pas tenus par des engagements antérieurs à fournir ces 2,5 milliards supplémentaires. Le gouvernement précédent avait déclaré à ses partenaires qu'il n'irait pas au-delà de ses engagements antérieurs mais que ceux-ci seraient respectés. Vous avez été au-delà de manière inconsidérée, stupide et scandaleuse, pour n'aboutir à rien!

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Monsieur de Wasseige, avez-vous eu une communication directe avec M. Claes qui était ministre des Affaires économiques dans le gouvernement précédent, ou bien parlez-vous par connaissance personnelle?

M. de Wasseige. — Monsieur le ministre, cela figure dans les rapports relatifs aux budgets des Affaires économiques des années antérieures, je me contente de les lire.

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Lisez donc celui de cette année-ci.

M. de Wasseige. — Je l'ai lu, monsieur le ministre.

Belgonucléaire représente également un gouffre à milliards pour n'aboutir à rien, une fois de plus. Dans le rapport de la Chambre, on peut relever toutes les aides qu'a touchées la Belgonucléaire en application des lois d'expansion. On oublie que, depuis dix ans, cette société puise dans le Fonds des prototypes environ 200 millions par an, toujours pour n'aboutir à rien!

Toujours à propos de cette politique énergétique, on a longuement parlé du plan d'équipement des centrales nucléaires.

En vertu d'une loi que le ministre Claes avait fait adopter à l'époque, ce plan doit être soumis au Comité national de l'énergie et approuvé ensuite par le ministre des Affaires économiques. Il vient de sortir à la date habituelle, c'est-à-dire en février.

Je vous rappelle que plus de 50 p.c. de la production d'électricité en 1984 est d'origine nucléaire et que deux unités, une de Doel et une de Tihange, entrent à peine en service. En 1985, le pourcentage sera encore bien plus élevé.

Au parc phénoménal de centrales nucléaires que nous possédons déjà, on a décidé d'ajouter également la centrale de Chooz, soit deux participations qui prendront cours entre 1992 et 1994. Le plan d'équipement prévoit explicitement de décider cette année d'implanter une centrale nucléaire de plus qui, apparemment, serait Doel 5. Les sociétés d'électricité sont d'ailleurs très favorables à ce plan, ainsi que l'a démontré la réunion du Comité de contrôle du gaz et d'électricité qui s'est tenue ce matin, comme tous les mercredis.

Où va-t-on dans cette folie du nucléaire, alors que déjà maintenant, la capacité de nos centrales nucléaires peut faire face aux consommations extrêmes?

Il s'agit manifestement d'une surcapacité, qu'on continue d'ailleurs d'accroître, alors qu'incontestablement, s'il y a une politique industrielle à mener, ce n'est pas celle-là. Tout le monde sait que si l'on affecte ces investissements à d'autre fins, ils pourraient être plus utiles à l'emploi.

Dans ce domaine également, l'usine de retraitement Eurochemic vient de passer au secteur mixte, privé-public, alors qu'elle avait été reprise en 1978 par un contrat intervenu entre cette société internationale et l'Etat belge, de manière à sauver ce qui pouvait l'être, puisque, au plan international, il avait été décidé de mettre fin à l'activité économique et que le site était encombré d'une montagne de déchets nucléaires dont il fallait bien essayer de garantir au mieux la conservation, et ce en toute sécurité.

Aujourd'hui, et sans, pour autant, être au courant des rapports et des études demandés par le ministre — que ce soit au niveau parlementaire ou au sein d'autres organismes de concertation, tel que le Comité national de l'énergie —, on prépare probablement tout doucement, et sans en avertir qui que ce soit, la remise en route d'Eurochemic.

Une fois de plus, dans ce domaine comme dans tant d'autres lorsqu'il s'agit du département des Affaires économiques, et en particulier de l'énergie, on se retrouvera devant la politique du fait accompli.

Les deux milliards et demi affectés à Kalkar n'ont figuré dans aucun budget. La décision a été prise par le gouvernement, sans en informer aucune des commissions parlementaires. C'est par un feuilleton à posteriori que 500 millions de supplément ont été inscrits dans le budget de 1984 et naturellement repris dans le budget de 1985.

Quatrième point contre lequel je m'insurge, c'est la politique des secteurs nationaux.

Ce qui me semble scandaleux, c'est le fait que, au travers de la politique menée dans ces différents secteurs, les entreprises wallonnes sont les premières victimes.

Si l'on prend en considération les résultats de l'application stricte du plan Gandois, comme dit le ministre, on s'aperçoit immédiatement qu'en 1984, la production de Cockerill-Sambre a chuté, alors que la production de toutes les autres sociétés, belges ou étrangères, a augmenté.

Ce n'est certes pas en faisant chuter la production qu'on rétablira un équilibre économique. Tout le monde connaît l'importance des charges fixes dans les entreprises sidérurgiques. Chaque fois que la production diminue, le prix de revient augmente et les difficultés s'accroissent. Pourquoi? Parce qu'il s'agit ici d'une application stricte du plan Gandois, constituant des accords avec l'Arbed, accords qui font la partie belle à l'Arbed: ils concernent la fermeture de Valfil, la fermeture de trains de laminoirs en produits longs dans la région de Charleroi. Par conséquent, c'est nous, Wallons, qui payons pour l'Arbed.

Dans le même temps, par sa fameuse loi de mars 1984, le gouvernement a remis la charge au-delà des enveloppes. Nous avions d'ailleurs dit à l'époque ce que nous pensions du procédé des enveloppes fixées à échéance plus ou moins lointaine suivant la société ou le secteur concerné. Le gouvernement a fait peser la charge de la sidérurgie wallonne sur le budget de la Région wallonne — soyons clairs, c'est la réalité —, mais il a conservé la décision dans ce domaine. Il nous fait payer, à nous Wallons, mais c'est lui qui prend les décisions, qui ne nous conviennent d'ailleurs pas. C'est scandaleux!

Vous, messieurs les ministres, qui, dans tous les autres modes de gestion, défendez avec tant de conviction l'initiative privée et l'unicité de décision et de responsabilité, vous appliquez le principe contraire dès que l'occasion vous est fournie.

Voyons le plan textile: 82,4 p.c. des entreprises aidées par le plan textile sont situées en Flandre, 12,7 p.c. en Wallonie et 4,9 p.c. à Bruxelles. Si l'on considère le montant des aides fournies par le plan, 84,6 p.c. vont à la Flandre tandis que 12,4 p.c. sont dirigées vers la Wallonie et 3 p.c. vers Bruxelles. Au moment où le plan textile a pris naissance, il y a quelques années, les entreprises textiles, en Wallonie, représentaient 20 p.c. du total des entreprises du pays. Par rapport à ce pourcentage, les entreprises wallonnes ont, grâce à vous, si l'on peut dire, bénéficié d'environ 12,5 p.c. de l'aide totale.

Faut-il rappeler Verlipack? Depuis des années on sait bien que l'usine de Merksem est la moins bien équipée de toutes les usines de ce groupe. C'est à elle qu'on réserve les commandes les plus faciles à exécuter, les moins coûteuses en prix de revient. Par conséquent, d'autres usines, comme celle de Jumet, reçoivent des commandes qui coûtent plus cher en raison de la nature des produits. Mais on maintient cette usine. Peut-être la maintiendra-t-on encore longtemps, grâce à vous, et fermera-t-on le siège de Jumet. Je fais la comparaison Merksen-Jumet parce que les mêmes types de produits y sont fabriqués. Je ne parle pas maintenant du siège de Momignies qui fabrique un autre type de produits. Ce dossier traîne tellement qu'on se trouvera finalement — et sans doute est-ce là ce que vous cherchez — devant l'issue fatale.

Vous trouverez probablement alors une solution qui laissera tomber, une fois de plus, l'une ou l'autre entreprise wallonne.

M. Delmotte. — Il aurait fallu être présent à Flanders Technology.

M. de Wasseige. — Je voudrais traiter maintenant des charbonnages, autre secteur national.

Pour 1984, le rapport indique une perte de 8 milliards dans les charbonnages campinois, alors que celle de l'année précédente était d'environ 7 milliards. Qu'en est-il des enveloppes en ce qui concerne ces charbonnages? Applique-t-on la loi de mars 1984 et, dans l'affirmative, à partir de quand? Vous allégez en tout cas la perte d'un milliard puisque vous avez imposé aux sociétés d'électricité l'achat du charbon campinois, moyennant une surprime de 956 millions par an. Ce système est scandaleux. Pourquoi alors ne pas accorder le même supplément pour les charbons extraits des terrils?

De heer Vanderkerckhove. — Wallonië krijgt via de cokeskolenprijzen miljarden indirecte steun. Is dat niet voldoende?

M. Delmotte. — Ce n'est pas à vous que la question est posée.

M. de Wasseige. — C'est au ministre que nous la posons.

Qui paie finalement cette aide indirecte, si ce n'est l'ensemble des consommateurs, et par conséquent un certain nombre de consommateurs wallons qui ont vu fermer le dernier charbonnage wallon à la fin de 1984?

Votre budget est également scandaleux en matière de recherche scientifique. Dans ce secteur, le Centre d'étude de l'énergie nucléaire représente un poids énorme et l'on est loin d'y réaliser les rééquilibrages qui s'imposent depuis des années. Au contraire, on continue à augmenter les dépenses dans un secteur où tout, ou à peu près, a été dit et dans lequel la plupart des pays réduisent très fortement les recherches. Dans notre pays, nous persévérons, avec un montant de 2 658 millions, si l'on tient compte des dépenses courantes et des dépenses en capital. A cette somme s'ajoutent encore 750 millions octroyés aux universités pour la recherche nucléaire. Entre-temps, l'Institut national des industries extractives situé à Liège et qui possède un siège dans le Borinage a péniblement bénéficié de 305 millions et l'Institut des radioéléments, institut de commercialisation et de développement, reste aussi à la portion congrue avec 378 millions. Cette situation scandaleuse n'est pas neuve, mais elle perdure du fait de votre présence à la tête de ce département et du fait de l'existence de ce gouvernement.

Enfin, je terminerai par un dernier point tout aussi scandaleux. Notre ordre du jour prévoit aussi la discussion de l'ajustement du budget 1984. Pour ce budget, vous battez tous les records par rapport à vos collègues, puisque 35 articles y sont révisés à la hausse. Sincères félicitations! *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

VOORSTEL VAN DE VOORZITTER

PROPOSITION DE M. LE PRESIDENT

De Voorzitter. — Dames en heren, u zult gemerkt hebben dat ingevolge de terugzending naar de commissie van het ontwerp van wet betreffende het onderwijs onze werkzaamheden vlugger verlopen dan oorspronkelijk was voorzien.

Dank zij de goede wil van de ministers en van uzelf zouden wij de agenda van deze week morgen al kunnen afwerken.

Mesdames, messieurs, je vous propose, les ministres concernés ayant marqué leur accord sur cette modification de l'ordre du jour, que les questions orales et les interpellations prévues à l'ordre du jour de la séance de vendredi prochain soient développés demain, jeudi. *(Assentiment.)*

Il en est ainsi décidé.

Dan is hiertoe besloten.

HERVATTING VAN DE BEHANDELING

REPRISE DE LA DISCUSSION

De Voorzitter. — Wij hervatten de aan de gang zijnde behandeling.

Nous reprenons la discussion en cours.

Het woord is aan de heer Vandekerckhove.

De heer Vandekerckhove. — Mijnheer de Voorzitter, het is nogal ongewoon dat ik tussenbeide kom in de bespreking van de begroting van Economische Zaken. Maar de reden waarom, laat zich nogal gemakkelijk raden.

Het gaat hier over de toekomst van de Kempense steenkoolmijnen. Ik geloof dat het normaal is dat wij daarover bezorgd zijn als men weet met welke belangrijke moeilijkheden op sociaal-economisch terrein die ik hier niet zal herhalen, de provincie Limburg te kampen heeft, en als men weet dat bij deze steenkoolnijverheid twintigduizend mensen rechtstreeks en tienduizend mensen onrechtstreeks betrokken zijn. Wij hopen dan ook daaromtrent enkele antwoorden te kennen.

Hoewel deze bezorgdheid niet de enige doorslaggevende factor kan zijn en de argumenten die aan de basis van deze bezorgdheid liggen wat gekleurd kunnen zijn, moeten wij toch ook erkennen dat bepaalde financiële argumenten ook vanuit bepaalde financiële belangen gekleurd zijn.

Ingevolge de overeenkomst van juli 1983 rond het staal en het wegvallen van de indexering van de enveloppe van het exploitatieverlies zullen voor 1987 voor de financiering van de Kempense steenkoolmijnen belangrijke problemen rijzen.

Het probleem is niet alleen financieel, de steenkoolexploitatie en de mijnbouw hebben ermee te kampen. Persoonlijk denk ik dat men eigenlijk een te somber beeld ophangt. Ook in de periode vóór de oliecrisis heeft men gezegd dat elke toekomst voor de steenkolen voorbij was. Met de oliecrisis van 1974 klonk het dan weer anders.

Toch denk ik dat wij rekening moeten houden met een drietal elementen waaraan men te weinig aandacht schenkt, maar die belangrijk zijn in het kader van de energiepolitiek. Hoewel men bij ons het prijsprobleem het voornaamste vindt, is een eerste belangrijk element toch dat steenkool, internationaal gezien, als energiebron in de toekomst steeds belangrijker wordt.

De Wocol-studie en de OESO-studie voorzien voor de toekomst op wereldniveau een verdubbeling of verdriedubbeling van het steenkoolverbruik. Zelfs de laagste prognoses in ons land stellen dat we in het jaar 2000 nog altijd tien miljoen ton zullen moeten invoeren bij een behoud van de produktie van de Kempense steenkoolmijnen op zes miljoen toen.

Er is evenmin een probleem van vooraden. Geologische studies hebben aangetoond dat er in Limburg nog grote steenkoolvoorraden zijn. Bovendien vormen steenkolen in ons land nog altijd de enige energiebron waarover wij beschikken en bedraagt onze afhankelijkheid van het buitenland nu reeds 92 pct. Zo een volledige afhankelijkheid van het buitenland doet toch vragen rijzen.

Ik ga niet akkoord met degenen die beweren dat elektriciteit gewonnen uit kernenergie zoveel goedkoper blijft dan deze gewonnen uit steenkool,

zelfs als die meer kost, want in een nabije toekomst zal de elektriciteitsprijs onvermijdelijk stijgen.

Laat ons eens kijken naar de bouwkosten van kernenergiecentrales. Duitse cijfers tonen aan dat deze bouwkosten jaarlijks met 13 pct. stijgen tegenover 5 pct. voor de steenkoolcentrales.

Laat ons ook eens kijken naar de onbekende afbraakkosten. Wij hebben de cijfers van Three Miles Island. Men had ze geraamd op meer dan 1 miljard dollar. Uit de laatste gegevens blijkt dat die som absoluut niet zal volstaan. De kosten van de afbraak zullen hoger liggen dan die van het bouwen van de centrale.

Terloops vermeld ik hier iets wat mij sterk verwondert. Hoewel men steeds had geloochend dat er een *melt down* zou zijn geweest, wijzen de laatste berichten wel op een smelten van de uraniumstaven en een beginnende, zoniet een reeds vergevorderde, *melt down*.

De beschikbaarheid van kerncentrales ligt in België zeer hoog, rond de 70 pct. Wanneer men grote kerncentrales bouwt, van 11 à 1 200 megawatt zoals in Chooz, of zoals gepland in Doel, dan wordt de beschikbaarheidsfactor 50 à 60 pct.

Dan is er nog het probleem van het nucleaire afval. Wij lopen daar nog steeds in een boog omheen en realiseren ons niet dat dit tot grote moeilijkheden aanleiding zal geven.

In de vroegere koloniale landen, in Afrika en in Azië voelt men, en zegt men ook openlijk, dat men niet nog eens wil worden gekolonialiseerd op het gebied van nucleaire afval.

Ook bevolkingen die te maken hebben met dumping in de oceanen zijn zeer alert, en zij hebben gelijk. Zij zijn van oordeel dat het hier gaat om een probleem dat in belangrijke mate aanleiding zal geven tot moeilijkheden. Dit alles zal de kosten van de elektriciteitsproduktie gewonnen uit kernenergie opdrijven.

Volgens mij is het bijzonder gevaarlijk de toestand alleen op dit ogenblik te bekijken.

Ik weet wel dat er 8 miljard aan exploitatietoelagen nodig zijn. In dit land liggen heel wat subsidies echter hoger dan 8 miljard.

De toelagen voor de landbouw zijn hoger en er worden bijvoorbeeld 41 miljard uitgegeven voor de brugpensioenen. Daar kan ik nog een hele reeks van cijfers naast zetten. Men moet die toelage van 8 miljard dus relativeren. mits de nodige inspanningen die in Limburg worden gedaan, kan dat cijfer zelfs nog worden verlaagd.

Mijn thesis is dat wij voor de eerstkomende jaren, tot het jaar 2000, nog moeilijkheden zullen hebben met het steenkoolprobleem, maar dat de perspectieven nadien anders zullen zijn dan nu. Daarom vraag ik u minder negatief te zijn en het probleem op langere termijn te bekijken.

Er wordt gediscussieerd over het uitrustingsplan. Ik heb de verslagen van de Kamer gelezen.

Hoever staat het met die 600 megawatt-kolencentrale?

Komt de poedercentrale er voor de kerncentrale, komt zij erna of helemaal niet? De vragen en de antwoorden van de regering kwamen uit twee monden, maar waren ook verschillend.

Voor Limburg is dat belangrijk. Men kan zeggen dat zo'n kolencentrale niet kan worden gevoed met kolen uit Limburg, want er zijn er niet genoeg. Er is evenwel nog een andere oplossing.

De vooruitzichten voor de staalnijverheid zijnde wat ze zijn, zou men ook kunnen beslissen de meer hoogwaardige produkten, gezien de prijsevolutie van de jongste tijd, om te zetten tot stoomkolen. Op die manier zou er een grotere produktie van stoomkolen worden bereikt. Dan zou een 600 megawatt-kolencentrale in Limburg wel zin hebben.

Hoe zit het met de wervelbedcentrales? Ook op die vraag werden geen antwoorden gegeven.

Hoe zit het met de steenkoolprijzen? Uit de cijfers van 1981, en ook gedeeltelijk van 1982 blijkt enerzijds, de snelle stijging van de prijs van de steenkolen maar anderzijds, heeft de semestriële bepaling van de prijs meegebracht dat er twee keer gedurende zes maanden een cokeskolenprijs is betaald die 500 frank per ton lager lag. Vandaar de vraag om een prijscompensatieformule. Dan had men de prijzen moeten aanpassen en had men heel wat andere resultaten bereikt, ook voor de uitbating. Dit betekent dat er dat jaar meer dan één miljard onrechtstreekse steun werd gegeven aan de cokesfabrikanten, aangezien 87 pct. naar Carcoke gaan.

Ik zie dat staatssecretaris Knoops daarmee niet akkoord gaat. Ik vraag hem de cijfers eens na te kijken. Ik heb ze hier niet bij de hand. Kijk naar de verkoopprijzen van cokeskolen en naar de verkoopprijzen zes maanden nadien. Dan zult u zien dat het 500 frank scheelt, en nog eens zes maanden nadien, weer 500 frank. Dat betekent dat daar anderhalf miljard naartoe is gegaan.

De heer Knoops, staatssecretaris voor Energie, toegevoegd aan de minister van Economische Zaken, en staatssecretaris voor Middenstand, toegevoegd aan de minister van Financiën en Middenstand. — Wat u zegt is niet ernstiger dan wat de heer de Wasseige zegde.

De heer Vandekerckhove. — Daarmee raakt u mij niet.

Hoewel ik de ideeën van de heer de Wasseige niet deel, heb ik steeds met veel interesse, zij het niet altijd met genoegen, geluisterd naar wat hij zegt. Ik heb hem altijd een zeer interessant en zeer aangenaam man gevonden, wat ik niet altijd heb kunnen zeggen van de staatssecretaris voor Energie. *(Applaus op de banken van de Volksunie en op de socialistische banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — Monsieur le Président, il est heureux pour vous, monsieur le ministre, que l'examen de votre budget vienne en séance publique aujourd'hui, car l'optimisme, non fondé, dont vous faites état dans le rapport, tant en matière d'emploi que de prix, risque, dans les prochains jours, d'être tout simplement balayé par la sécheresse des faits.

En matière d'emploi, il est quasi certain qu'un nouveau record historique sera battu demain: la barre de 540 000, voire 550 000 chômeurs complets indemnisés sera dépassée.

Ce matin, plusieurs journaux faisaient état de cette situation et à cet égard, ce gouvernement pourra figurer au *Guiness Book* des records.

Si cette hausse du chômage se confirme, ce sera le plus cuisant des échecs pour le gouvernement, car l'équation investissements en hausse égale chômage en baisse ne se vérifiera pas dans les faits et tous les discours tenus depuis des mois sur l'amélioration de la tendance sonnent creux actuellement.

Vous n'avez pas plus de succès dans le domaine des prix; ceux-ci n'ont jamais tant flambé qu'au cours de ces deux derniers mois. Une série impressionnante d'augmentations est à imputer directement au gouvernement. Qu'on songe aux tarifs des transports en commun qui augmentent bien plus que les 5 p.c. annoncés officiellement — il suffit de lire, dans la presse quotidienne, la page réservée aux lecteurs pour s'en convaincre — ou aux tarifs des PTT qui grimpent de multiples façons, soit par liaison automatique à l'index, soit par des majorations plus brutales, comme pour les tarifs postaux où des hausses supérieures à 30 p.c. sont parfois constatées, soit encore et de manière plus feutrée, par une diminution des avantages ou une imposition de conditions plus draconiennes. Les exemples du téléphone sont encore frais dans toutes les mémoires.

Quant à l'embrasement du prix des produits pétroliers, on peut se demander pourquoi les réserves dites stratégiques n'ont pas été utilisées pour casser la spéculation sur les prix. En ce domaine, au contraire de ce qui s'est passé au mois d'octobre dernier, lorsqu'il s'est agi de « tripoter » l'index — mais dans ce cas, on trouve toujours de bonnes justifications —, vous avez, cette fois-ci, fait preuve d'une passivité coupable qui démontre clairement de quel côté se situe votre gouvernement.

Avec un mazout de chauffage à près de 20 000 francs pour 1 000 litres, ce n'est pas l'aumône électorale de 2 000 ou 3 000 francs qu'on octroiera bientôt aux petits pensionnés qui bouchera le trou béant creusé dans leur porte-monnaie puisque, depuis janvier, nous avons assisté à une hausse de plus de 4 000 francs pour mille litres de ce fameux combustible, hausse pratiquement identique pour les produits apparentés. Voilà toute l'ambiguïté du PSC-CVP.

D'un côté, on fait grand cas d'une aide minime aux plus démunis et de l'autre, on laisse toute liberté aux prix pétroliers, alors que la spéculation est évidente.

D'un côté donc, une vision un peu sociale et de l'autre le plus pur libéralisme, même quand celui-ci agresse des milliers de ménages avec une violence qui laissera des traces indélébiles.

Alors que le marché des consommateurs européens est plus vaste que celui des Etats-Unis, c'est toujours le dollar qui fait la loi et rares sont ceux qui s'élèvent contre les bavards du Parlement européen qui ne sont pas encore parvenus à imposer l'écu. En attendant, notre sujétion au protecteur américain s'accroît et ce poids devient une masse qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des gens de chez nous.

Bref, ces deux derniers mois auront suffi pour dégonflier deux baudruches hâtivement gonflées par le gouvernement. Tant en matière d'emploi que de prix, c'est l'échec le plus total et il faut être un fameux contorsionniste pour nier ces deux évidences.

Le secteur de la construction ne sort pas du marasme qui l'affecte depuis cinq ans et les prévisions actualisées du Bureau du Plan ne sont pas optimistes. Pourtant, voilà un secteur où le rapport investissements-emploi est très favorable. Il faut plus ou moins un million pour y créer un emploi. Mais le gouvernement ne vise que les marchés extérieurs et s'il a pris certaines mesures dans le domaine de la construction, celles-ci arrivent à terme sans qu'une relance soit en vue. Il faudra donc innover et voir grand pour réhabiliter des centaines de milliers de logements salubres mais améliorables. Pourquoi le gouvernement tarde-t-il à faire connaître ses intentions dans ce domaine?

La persistance des mesures d'austérité contribue au déclin de la consommation des ménages. Ceci permet aux grandes sociétés de distribution d'opérer des regroupements désastreux pour l'emploi tout en se livrant à une lutte acharnée pour surnager au détriment des concurrents.

La pseudo-bataille des prix en est une illustration marquante. Ainsi que nous avons pu le voir ces derniers jours dans la presse, les superlatifs les plus raffinés sont utilisés pour tenter de démontrer que tel magasin, et non tel autre, fait l'offre la plus avantageuse. Les consommateurs ont le tournis tellement ils sont assaillis par une publicité omniprésente. N'avez-vous rien à dire à ce propos, monsieur le ministre?

Ma sous-région, déjà si meurtrie dans le passé, est inquiète, à plus d'un titre, pour son devenir économique. Comme vous détenez quelques clefs et des informations précises, je souhaite vous poser quelques questions.

La société Carbochimique a décidé de supprimer plus de cent emplois, principalement dans son siège de Tertre. Comme elle est le plus gros consommateur de gaz naturel du pays — 6 p.c. du gaz importé —, j'aimerais savoir où en sont les négociations avec les Pays-Bas à propos du prix du gaz naturel livré à l'industrie de l'azote. Quelle est la différence de prix entre les fournisseurs de gaz aux entreprises néerlandaises et celles effectuées aux entreprises situées en Belgique?

Des subventions directes ou indirectes sont-elles accordées à l'industrie de l'azote aux Pays-Bas? Si oui, quelle est l'attitude de la CEE dans ce litige?

En ce qui concerne les crédits affectés au FRI, pouvez-vous nous donner une ventilation régionale des crédits inscrits à votre budget?

M. Geens, dont le lyrisme est bien connu, a ressorti avant-hier son discours sur la Belgique à deux vitesses. D'après le rapport et selon vos dires, on devrait plutôt parler d'un rapport de un à dix en ce qui concerne les zones d'emploi qui ont été créées depuis plus de deux ans en Flandre d'une part, en Wallonie, d'autre part. Mine de rien, vous illustrez admirablement le sigle AVV-VVK qui figure sur la tour de l'Yser à Dixmude.

En matière énergétique, il serait intéressant de connaître votre point de vue sur la valorisation des terrils. Des aides publiques seront-elles accordées à la Wallonie pour favoriser ce type d'exploitation?

J'en arrive au gros problème de l'industrie du verre creux qui préoccupe au plus haut point trois sous-régions de Wallonie, toutes situées dans le Hainaut.

La forte hausse du coût de l'énergie, la réduction de la consommation et la concurrence de pays tiers sont, selon la CEE, à l'origine des difficultés de ce secteur. Selon les estimations de l'industrie européenne, le verre ne représenterait plus que 39,2 p.c. du marché, contre 29 p.c. pour le plastique, 21 pour le carton et 10,8 pour le métal.

Par ailleurs, on a constaté en 1983 un excédent de 127 605 tonnes des importations sur les exportations, soit une augmentation de 50 p.c. par rapport à l'année précédente.

N'y a-t-il pas lieu de freiner l'utilisation des plastiques, ceux-ci n'étant pas tous dégradables? A-t-on toutes les garanties que ces récipients, surtout lorsqu'ils contiennent des liquides alimentaires, sont inoffensifs pour la santé, même à très long terme?

Dans les faits, Verlipack est une entreprise publique, puisque vous allez encore y injecter quelques centaines de millions, voire un milliard. L'Etat belge a-t-il le souci de promouvoir les produits de cette entreprise dans les nombreuses foires et expositions auxquelles participent notre pays et ses régions?

Certains présentent l'octroi de 100 millions de francs belges par la France à l'entreprise de Momignies comme un élément majeur dans le sauvetage de cette entreprise. Qu'en est-il selon vous?

La décision, datant de novembre, d'ériger les usines de Merksem et de Momignies en sociétés distinctes est-elle maintenue, et si oui, quand les entreprises nouvelles seront-elles autonomes?

Est-il exact qu'un des fours de Merksem ait dernièrement rendu l'âme? Comment se répartiront les investissements annoncés et qui portent sur près d'un milliard de francs? Quel sera le montant imputé régionalement à la Wallonie pour la couverture des pertes de 1984 de l'entreprise?

Où en est la finalisation du plan de restructuration définitif de la société? Avez-vous des données nouvelles à ce propos? Il me semblait que le conseil d'administration devait avoir tranché pour le 15 février, mais il n'en est rien. Si ce plan n'est pas prêt, avez-vous obtenu des garanties de la part des banques pour maintenir les lignes de crédits, les banques ayant décidé d'arrêter les frais à la fin de ce mois?

Si ce plan est terminé, il serait normal d'en réserver la primeur aux Chambres. Pouvez-vous en dégager les lignes de force? Quel sera, par siège, le nombre des pertes d'emploi?

Quelle est l'enveloppe financière nécessaire à l'accompagnement social des désengagements? Le plan McKinsey avait prévu d'importants investissements qui n'ont pu être réalisés à l'époque par la faute de la hausse du dollar. Qu'en sera-t-il avec un dollar à plus de 70 francs?

Dans votre rapport, monsieur le ministre, vous évoquez la faible productivité de l'ensemble des sièges de Verlipack. L'esprit sous-régional est, vous le savez, ce qu'il est et j'entends souvent dire que tel siège est le plus performant. Pouvez-vous nous donner, par siège, la productivité moyenne par travailleur occupé?

Enfin, le plan de restructuration à l'étude permettra-t-il d'approcher ou de dépasser la productivité, évaluée selon vous à 4 millions par travailleur occupé, des principaux concurrents de Verlipack?

Voilà, monsieur le ministre, une série de questions auxquelles nous espérons recevoir des réponses précises. C'est avec détermination que les travailleurs de Flandre et de Wallonie occupés dans le verre creux attendent d'être fixés sur leur sort. Repousser à plus tard les explications nécessaires pour dissiper le profond malaise qui s'installe, risque d'allumer la surenchère sous-régionale où, non seulement, on joue les sièges wallons contre les sièges flamands, mais où l'on joue aussi Jumet contre Ghlin ou Momignies, et vice versa. J'ai même entendu dire qu'un ministre remettrait sa démission si Jumet n'obtenait pas les crédits nécessaires; puis la balle est relancée dans le camp de Ghlin.

Aussi, pour apaiser les uns et les autres, il conviendrait que vous nous fournissiez des explications correctes et convaincantes à ce propos. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Nelly Maes.

Mevrouw N. Maes. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou de minister graag een precieze vraag willen stellen betreffende de investen. De investen zijn het begin van een evolutie waarvan het einde voorspelbaar is naargelang men optimistisch is of pessimistisch. Het is in elk geval niet duidelijk welke precieze wegen hier worden bewandeld.

Wel hebben wij altijd gemeend dat de investen moesten dienen als een soort van compensaties, aangezien volgens de heer Gandois de gemeenschap honderd miljard heeft gestoken in Cockerill-Sambre om de schulden van het verleden te dekken, om nieuwe investeringen te bekostigen en een sociaal plan te realiseren dat elke afdanking zou vermijden. Derhalve werden in Vlaanderen investen opgericht, maar ter compensatie van de compensaties heeft men in Wallonië ook investen opgericht.

Wij komen tot merkwaardige vaststellingen. Kan het juist zijn, mijnheer de minister, dat de compensatie van de compensaties meer bedraagt dan de compensaties? Met andere woorden, is het juist dat de trekkingsrechten voor de totaliteit van de investen in Wallonië — wij weten dat we daarmee niet aan het einde zijn, aangezien er nog investen worden gevraagd — 13,08 miljard bedragen voor de Waalse investen tegen 11,48 miljard voor de Vlaamse?

Ik zal u zeggen, mijnheer de minister, hoe ik tot deze cijfers kom, want ik heb daarbij ook vragen. De bedragen zijn de volgende: Boëlinvest, 7,4 miljard; Sudinvest 1,68 miljard; Meusinvest en Sambrinvest elk één miljard. Wat deze laatste twee betreft: Bij dat oorspronkelijke een miljard is voor elk een half miljard aanvullende reserve bijgevoegd. Een ander miljard zou afkomstig zijn uit het overschot van het sociale fonds van Cockerill-Sambre omdat de matiging bij Cockerill-Sambre, in tegenstelling tot het gebruik, voor dat doel behouden mocht blijven. In totaal kom ik tot vier miljard voor deze investen.

Ik zou daarover graag zeer precieze uitleg krijgen. Ook voor mij lijkt dit een zeer eigenaardige manipulatie, waarvan ik wel de bedoeling begrijp, maar ik zie niet hoe men die kan rechtvaardigen.

Zo kom ik dus tot het totaal van 13,08 miljard voor de Waalse investen.

Voor de Vlaamse investen kom ik op een totaal van 11,48 miljard, namelijk Sidinvest 8,3 miljard, Alinvest I 1 miljard, Alinvest II 0,68 miljard, Shipinvest 1,2 miljard en Midship 0,3 miljard.

Uit de manier waarop deze investen te werk gaan — en de minister weet dat wij daar grote belangstelling voor hebben — blijkt dat zij niet allemaal even snel zijn in het besteden van de vrijgegeven gelden en dat ook de minister niet al te snel is om het geld vrij te geven. Het is mogelijk dat onze cijfers enigszins verouderd zijn maar op 11 januari 1985 beschikten wij over de volgende gegevens: Sidinvest 3 miljard vrijgegeven waarvan 1,53 miljard besteed, Alinvest I 0,5 miljard vrijgegeven waarvan 0,3 miljard besteed, Alinvest II 0,05 miljard vrijgegeven waarvan niets werd besteed. Voor Boëlinvest ligt het enigzins anders: 1,25 miljard werd vrijgegeven en werd eveneens besteed.

Ook Sudinvest besteedde het vrijgegeven bedrag van 0,35 miljard volledig en Shipinvest besteedde eveneens het vrijgegeven bedrag van 0,885 miljard. Deze laatste investen zijn dus blijkbaar sneller te werk gegaan.

Het was mij niet mogelijk, mijnheer de minister, na te gaan hoe elk van deze investen het geld hebben besteed. Met meer dan bijzondere aandacht echter hebben wij de recente brochure van Sidinvest gelezen. Het gaat hier om een indrukwekkende brochure en waaruit blijkt waar Sidinvest participaties heeft genomen. Ik moet daarop geen kritiek uitoefenen maar als ik weet wat daarachter schuilgaat, rijzen toch enkele vragen.

Het blijkt bijvoorbeeld, dat één van de door Sidinvest op een persconferentie in mei vorig jaar genoemde mislukkingen, die was van Nobels-Peelman die een aanzienlijke verliespost betekende voor Sidinvest maar dat van de andere kant een nevenverschijnsel daarbij geweest is dat de groep-Arbed via Sidmar, Sidcontract heeft kunnen binnenhalen, zijnde de contractor Nobels-Group die nu Sidcontract heet. In de krant van vandaag lees ik dat een participatie in Prodata door Sidinvest, vergezeld gaat van het nieuws dat een andere Sidmardochter Sidel, grootse plannen heeft met Prodata.

Mijnheer de minister, ik ben daarover helemaal niet verbaasd want ik heb u de vraag gesteld of u werkelijk meent dat investeerders die in de eerste plaats privé-belangen verdedigen het vrijgegeven geld zullen besteden bijvoorbeeld, voor de herstructurering van de Vlaamse economie wat toch één van de doelstellingen moet geweest zijn bij de oprichting van al die investen en wat ook onze bekommering is. Wij stellen vast dat hier een economisch net wordt aangelegd, een weefsel dat zich nog gedurende vele jaren zal vertakken binnen het raam van onze economische bedrijvigheid waardoor, het zeer moeilijk zal worden na te gaan of de overheidsgelden wel in het belang van de gemeenschap werden aangewend.

Mijnheer de minister, ik hoop dat u dus klaarheid zult kunnen verschaffen omtrent de verhouding tussen Vlaanderen en Wallonië van deze investen en dat u ook onze bezorgdheid zult kunnen wegnemen in verband met de wijze waarop dit geld wordt besteed. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Eyskens.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, op de opmerkingen van de talrijke sprekers wil ik, bij wijze van inleiding, eerst antwoorden met een aantal algemene beschouwingen over onze economische situatie en over het beleid in dit verband van morgen en overmorgen.

De leden van de oppositie, althans sommigen onder hen, hebben niet geaarzeld de toestand bijzonder zwart voor te stellen.

M. de Wasseige a même parlé de nombreux scandales.

Pour ma part, je me bornerai à rappeler la parole féroce de Talleyrand: « Ce qui est excessif est insignifiant ».

Avouez que j'aurais la partie belle si je voulais m'amuser à opposer aux commentaires extrêmement négatifs de M. de Wasseige, les rapports internationaux de l'OCDE, du Fonds monétaire international, de la CEE et même de la Banque Nationale de Belgique, instances qui ne sont ni manipulées ni politisées et qui ne se comportent certainement pas comme des avocats plaidant une cause. On ne peut affirmer que le rapport de la Banque Nationale soit truqué ou tronqué. Je constate d'ailleurs que, pour la deuxième fois peut-être, le rapport de la Banque Nationale a été approuvé à l'unanimité par le conseil de régence, alors qu'auparavant figurait toujours, en bas de page, une remarque, la mention d'une abstention ou même d'un vote négatif; apparemment, cette fois, tous les partenaires sociaux représentés au sein du conseil de régence de la Banque Nationale l'ont approuvé.

Ce dernier rapport, il faut le lire et le relire, car il est plein de nuances. Il ne fait pas l'apologie de la politique du gouvernement; il constitue plutôt un exposé plus ou moins scientifique et objectif.

Ik lees in het verslag van de Nationale Bank op pagina XIII: In 1984 bleef de werkloosheidsgraad in België vrij stabiel, de netto te financieren behoeften van de overheid daalden en het tekort op de lopende rekening van de betalingsbalans zou zijn verdwenen. Verder in het verslag wordt er nader op ingegaan en worden cijfers geciteerd. Wij spreken natuurlijk over de lopende rekeningen en niet enkel over de handelsbalans.

Monsieur de Wasseige, vous qui avez, jadis, comme moi, suivi des cours d'économie politique, vous avez appris que la balance commerciale d'un Etat développé et industrialisé peut être négative à condition que le déficit soit compensé par la balance des services ou éventuellement aussi par celle du rapport des placements. Dès lors, il importe de voir comment se comportent les comptes courants au niveau de la balance des paiements. L'évolution est indubitablement favorable.

De inkomens en het verbruik waarover zoveel wordt gesproken in ons land vormen een actueel onderwerp. Ik loochen helemaal niet dat het verbruik daalt, maar het zal waarschijnlijk in 1985 minder dalen dan voordien.

Over de inkomens schrijft de Nationale Bank: « De som van de inkomens uit bezoldigde arbeid met inbegrip van alle sociale-zekerheidsbijdragen, ook die van de werkgevers, is in 1984 iets meer toegenomen dan de consumptieprijzen. In nominale termen zou ze met 6,8 pct. en bijgevolg reëel met 0,5 pct. gegroeid zijn. In 1982 en in 1983 was het overeenstemmende gegeven in reële termen met respectievelijk 3,3 en 3,8 gedaald. » Hierin zitten vanzelfsprekend, sociale-zekerheidsbijdragen. Ik kan ook de cijfers citeren van het verbruik, die voor 1985 duidelijk minder ongunstig evolueren dan de vorige jaren het geval was.

Vele sprekers hebben het schandaal van de kapitaaluitvoer onderstreept. Wij moeten eens nagaan wat de Nationale Bank daarover schrijft, er bovendien aan herinnerend dat in de Europese Gemeenschap het verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen vrij is. Het enige wat ongeoorloofd is, is kapitaaluitvoer met het oogmerk fiscale fraude te plegen. Als dusdanig kan de verplaatsing van kapitalen niet worden veroordeeld want dat zou meteen de veroordeling zijn van het mechanisme van de Europese Gemeenschap.

Over de kapitaaluitvoer schrijft de Nationale Bank: « In de kapitaalrekening van de betalingsbalans liep het tekort van het kapitaalverkeer van de privé-sector in 1984 verder terug, hoewel de verbetering beperkter bleef dan de voorgaande jaren. De netto-uitvoer » — van kapitaal — « die van 183 miljard in 1982 was gedaald tot 108 miljard in 1983, zou in 1984 gedaald zijn tot 90 miljard. Dit is dus minder dan de helft van de netto-kapitaaluitvoer van de privé-sector in 1982. » Ik vind 90 miljard nog veel te hoog, maar het is alvast een verbetering in vergelijking met twee jaar geleden. Wij moeten ons dan afvragen waarom die kapitaaluitvoer plaatsheeft, afgezien van fiscale overwegingen.

De Nationale Bank schrijft in dat verband — in tegenstelling met wat de Amerikanen noemen *conventional wisdom,* de gebruikelijke wijsheid in vele kringen verspreid — dat in België onze rentevoeten te laag zijn. Op pagina XXXI wordt gezegd: « De kapitaaluitvoer werd, onder meer, veroorzaakt door een ontoereikend rendement voor de beleggingen op de binnenlandse markt in vergelijking met wat in het buitenland werd geboden. »

Dan volgt een passus waarin de Nationale Bank zegt dat onze langetermijnrente te laag is. Dat zijn allemaal opmerkingen van onpartijdige instanties en personen die tot nadenken moeten stemmen.

Mevrouw N. Maes. — De Nationale Bank kan dit allemaal wel beweren.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Ik vraag u niet dit allemaal politiek goed te keuren of dit allemaal aan te nemen als evangelie. Maar het is niet onnuttig ten aanzien van de scherpe kritiek van sommige leden van de oppositie, even de stem van onze Nationale Bank te laten weerklinken waarvan het gezag toch relatief onbetwist is.

Voilà une première série de réflexions.

Quant au bilan de cette politique, avouons que pour le gouvernement, quel qu'il soit, d'un pays comme la Belgique, trop petit pour résoudre seul les grands problèmes et trop grand pour s'attarder aux petits, la marge de manœuvre est évidemment limitée.

Chaque fois que j'assiste à un Conseil des ministres européens, je suis frappé par la grande convergence qui existe entre les politiques des dix pays, surtout des six ou sept du noyau de la Communauté, ainsi qu'entre leurs données macro-économiques. Voyez les résultats de la France qui montrent une certaine similitude dans l'amélioration avec ceux de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Allemagne fédérale et même de la Grande-Bretagne. Nous sommes tous logés à la même enseigne.

Je crois pouvoir résumer la situation en disant qu'elle s'est indéniablement améliorée — une dizaine au moins d'indicateurs macro-économiques le prouvent — tout en laissant subsister certaines ombres. Elle est néanmoins encore loin d'être satisfaisante. Dès lors, il s'impose de poursuivre l'effort et la politique de redressement.

Les deux ombres principales sont les déficits budgétaires, que nous avons tout de même ramenés en 1984 à 504 milliards de solde net à financer alors que l'année précédente il était de 526 milliards je crois, et le problème lancinant, dramatique, tragique du chômage qui, lui, représente un véritable scandale, monsieur de Wasseige.

Mais ayons le courage d'analyser le problème et de raisonner jusqu'au bout de notre logique commune. En effet, nous avons 500 000 voire 520 000 chômeurs aujourd'hui et une grande inquiétude règne au sujet des dernières statistiques. Il faut les examiner à tête reposée, écarter les effets purement saisonniers, les conséquences de l'hiver très rigoureux. Il n'est pas à exclure à priori que ces facteurs-là ayant été éliminés il y ait tout de même une certaine augmentation du chômage. Il est trop tôt pour le dire.

Que faut-il en penser et que faut-il faire?

Alors qu'en Belgique, le chômage augmentait de 20 000 unités, à la suite notamment de l'expiration du stage des jeunes ayant quitté les écoles, ...

M. Pécriaux. — C'est le cas chaque année, monsieur le ministre.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Effectivement. Il faut isoler les faits nets qui sont la cause d'une augmentation par rapport à l'année passée.

Je poursuis mon exposé. En Allemagne, au cours des deux derniers mois écoulés, le chômage a augmenté de 200 000 unités, soit une véritable explosion.

M. Humblet. — Avec la même majorité qu'ici.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Faisons parler les chiffres en premier lieu.

A l'analyse des chiffres du chômage, ce qui frappe tout d'abord, c'est que 52,5 p.c. des chômeurs ont une formation d'enseignement primaire et environ 26 p.c. une formation du cycle inférieur de l'enseignement secondaire; dès lors, 76 p.c. ont une formation qu'on peut considérer comme insuffisante et partiellement inadaptée à la situation présente qui est celle de la troisième et de la quatrième révolution industrielle. Ceci n'est nullement un reproche adressé aux individus, mais une simple constatation.

Drie vierde van de werklozen zijn relatief werkonaangepast. Dat is de kern van het probleem. Het is een angstaanjagend structureel probleem. Wij proberen dit op te vangen onder meer door de verlenging van de schoolplicht. De vraag kan worden gesteld of dat een efficiënte maatregel is. Wat gaan wij doen met de leerlingen van 14, 15 jaar die verder naar school moeten gaan en een onderwijs moeten volgen dat hun eigenlijk niets meer bijbrengt? Gaan wij niet naar een samenleving waarin een nieuw soort klasseonderscheid gaat ontstaan, een vreselijke klassentegenstelling tussen enerzijds, degenen die wel meekunnen, die over een voldoende IQ beschikken om zich aan te passen en ook de karakteriële gaven en psychologische weerstand hebben om de vernieuwing bestendig te integreren in hun persoonlijkheidsstructuur en anderzijds, de honderdduizenden medeburgers die dat niet kunnen. Dat is een vreselijk probleem.

Uw socialistische collega in de Kamer, de heer De Batselier, wiens redenering ik interessant vond, heeft betoogd dat het mechanisch verband tussen economische groei en tewerkstelling en bijgevolg ook de absorptie van de werkloosheid, is verbroken, dat groei niet meer een waarborg is voor het opslorpen van de werkloosheid, integendeel. Ik meen dat het ietwat overtrokken is, maar ik deel de mening van de heer De Batselier voor een stuk. Er is een gedeelte van die werkloosheid die wij niet zullen kunnen opslorpen door economische groei. Dat is de kern van het probleem.

Wat doen wij met die 300 000 werklozen in België die een gebrek hebben aan aanpassing aan de huidige industriële situatie? Er ligt natuurlijk een oplossing in het meta-economische, het buiten-economische. De minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft dit voorgesteld in de regering en het staat allemaal in de kranten. Hij vraagt een geweldige inspanning te doen voor de opleiding van de overgrote meerderheid van de werklozen, een opleiding op alle domeinen, al was het maar op het gebied van de talenkennis, wat in ons land zeker nuttig is, maar natuurlijk ook een technische opleiding. Dat is essentieel en dit kan niet in een handomdraai gebeuren.

U zal misschien vinden dat ik heiligschennende dingen zeg, maar ik engageer geenszins de regering met wat ik ga zeggen. Wij kunnen echter ook de vraag stellen hoe wij zoveel honderdduizenden personen die enkel maar in staat zijn om elementaire diensten te presteren, die zelden complementair zijn met de «gesofistikeerde» apparatuur, omdat zij daar niet kunnen op inspelen, opnieuw kunnen inschakelen in het arbeidsproces. Zij zijn voor een stuk immers ook het slachtoffer van de *do it yourself-business,* van de *bricolage,* om maar één aspect van de zaak te noemen, ook van het zwarte circuit. Ik herhaal mijn vraag hoe wij hen opnieuw kunnen integreren en hun een nieuwe kans geven?

Ik meen dat wij moeten durven zeggen dat een van de mogelijkheden is, de elementaire arbeidsprestaties minder duur te maken, hun kostprijs te verlagen. Dat wil daarom niet zeggen dat het inkomen van deze personen moet worden verlaagd. Wij hebben in het verleden al eens een Maribel-operatie uitgevoerd. Waarom niet eens nadenken over een Maribel-operatie voor de ongeschoolden of de minder-geschoolden waarbij wij de sociale-zekerheidslasten aanzienlijk zouden verminderen? Maar dan moet deze vermindering worden gecompenseerd door andere inkomsten. Laten wij de zaken zeggen zoals ze zijn.

Het wettelijk minimumloon, dat volledig geïndexeerd is gebleven doorheen heel de crisis, bedraagt momenteel ongeveer 33 000 frank. De regering heeft daaraan nooit geraakt. Het is wel onderworpen aan de inlevering van twee pct.

M. Pécriaux. — Il ne s'agit pas de l'index, mais des moyens de l'établir.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — En 1984, 1985 et 1986 la retenue de 2 p.c. est applicable à tous, sauf aux personnes bénéficiant du minimum social, auquel il n'a pas été touché, ce qui n'est pas le cas dans les pays qui nous entourent, même s'ils sont gouvernés par une majorité dite de gauche.

Le minimum est actuellement de 33 000 francs, auxquels s'ajoutent des charges sociales qui peuvent facilement d'élever à 16 ou 17 mille francs, pour atteindre ainsi une somme globale de 50 000 francs. On en arrive à une situation paradoxale. Si telle ou telle personne dit être engagée par quelqu'un qui n'est pas un véritable employeur et qui ne peut donc pas défalquer le coût de cet engagement de ses revenus imposables, il faut au moins doubler la facture, puisque le taux moyen d'imposition se situe à 45 ou 50 p.c., voire plus haut. Dans la meilleure des hypothèses, le montant de 50 000 francs devient donc 100 000 francs, parfois 120 000 ou 150 000 francs.

Nous nous trouvons ainsi placés devant des charges en cascade de nature à anéantir quelque peu les chances d'un nouvel emploi pour ceux qui ont une qualification insuffisante.

Il convient donc de réfléchir à la question, car elle deviendra de plus en plus lancinante. Elle pourrait même nous poursuivre pendant des années et entamer notre crédibilité à tous. Dès lors, on peut se poser la question de savoir quelle est exactement la limite de la tolérance sociale?

Waar ligt de pijngrens in onze samenleving?

Mevrouw N. Maes. — Dat zult u voelen met de verkiezingen.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Mevrouw Maes, u moet niet altijd nodeloos polemiseren.

Mevrouw N. Maes. — Iedereen weet, mijnheer de minister, dat de regering net het omgekeerde doet van wat u hier vertelt.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Voor die ene keer dat ik niet over de regering spreek, betrekt u ze erbij. Laten we toch proberen te redeneren of kan dit soms niet meer in deze zaal? U doet mij trouwens mijn draad verliezen.

Er werden ook een aantal beschouwingen geformuleerd in verband met onze internationale economische relaties en meer bepaald in verband met het effect van de dollarkoers. Er werden evidente dingen gezegd over de olierekening. Mijnheer Vercaigne, de Sovjetunie stemt zich echter bij het exploiteren van haar olie- en gasprodukten perfect af op de wereldmarkt. Haar facturen omgezet in dollarkoers, zijn even hoog als die van de olieproducerende landen. Dit is maar een tussenwerpsel in mijn uiteenzetting.

Men vroeg zich dus af wat men moest denken over de dollarkoers. Ik heb de laatste beursberichten hier niet bij mij. Men heeft mij deze middag gesignaleerd dat er een zekere daling is van de dollarkoers. Dit heeft een onmiddellijk effect op de olieprijzen. Het is niet uitgesloten dat de olieprijzen de volgende dagen weer wat zullen dalen. Het lijkt mij echter nogal heldhaftig te denken dat de dollarkoers, die gisteren 70 frank bereikte, zal dalen tot 50, 40 of zelfs tot 28 frank, zoals vier jaar geleden.

Ik heb vroeger altijd twijfels gehad over de stelling van de Amerikaanse economen, die zij jarenlang hebben volgehouden. Zij zegden aan de Europese economen dat er geen correlatie is tussen de hoge rentevoeten en de hoge dollarkoers. Volgens hen spelen hierin ook andere elementen een rol. Zij beweerden dat de dollar niet zou dalen bij een dalende rentevoet, maar eventueel zelfs nog zou stijgen. Dit werd mij in oktober jongstleden nog bevestigd door de voorzitter van de *Council of Economic Advisers* van de Amerikaanse president. De Amerikaanse stelling schijnt bewaarheid te worden door de feiten, want de daling van de rentevoeten heeft geen significante daling van de dollarkoers tot gevolg gehad.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de minister, welke conclusie trekt u hieruit? Wat u zegt is juist, maar brengt een conclusie mee die u misschien niet wenst uit te spreken.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Toch niet, mijnheer de Bruyne. Ik zal zeer duidelijk zijn.

Er spelen andere factoren mee, zoals de speculatie. Velen beschouwen de dollar op het ogenblik als een vluchtheuvelvaluta. Maar, mijnheer de Bruyne, u zult er toch wel mee akkoord gaan dat de Amerikaanse economie blijkbaar veel dynamischer is dan de Europese. Ik heb hier een aantal cijfers bij mij.

Daar waar de Europese beroepsbevolking 105 pct. bedraagt ten opzichte van de Amerikaanse, bedraagt ons verenigd nationaal inkomen en de toegevoegde waarde slechts 70 pct. ten opzichte van Amerika. Daarnet werd reeds gezegd dat men ondanks de crisis in Amerika in tien jaar 14 miljoen banen heeft gecreëerd, terwijl er in Europa twee miljoen verloren gingen. En dan klagen wij over het Amerikaanse begrotingstekort. Dat inderdaad zeer ernstig is, maar het bedraagt verhoudingsgewijs echter minder dan de helft van het Belgische. Het Amerikaanse handelstekort is ook aanzienlijk, maar sommige Europese landen hadden een jaar of twee geleden relatief een heel wat groter handelstekort.

Dit moet ons tot nadenken stemmen. De Amerikaanse economen trekken hier ook conclusies uit. De Amerikaanse economie is veel dynamischer dan de Europese. Het rendement van de investeringen ligt in Amerika veel hoger dan in Europa. Het perspectief op halflange termijn is voor de investeerders veel gunstiger in Amerika dan in Europa. Wat is trouwens de staatkundige of de strategische toekomst van Europa in de wereld waarin wij momenteel leven?

Al die vraagtekens en het feit dat de Europeanen zich mateloos te buiten gaan aan het zich Freudiaans afreageren in een soort *fin de siècle*-mentaliteit — dat was ook zo op het einde van de 19e eeuw — in een europessimisme en een eurosclerosis, is niet van die aard dat de dollar wordt verzwakt en de Europese munt versterkt. De sterkte van één munt is overigens altijd het spiegelbeeld *a contrario* van de zwakheid van andere munten.

Wij stellen ons in dichte drommen op voor de klaagmuur, maar het is niet de klaagmuur die de bouwstenen zal aanbrengen waarmee wij de toekomst gaan opbouwen. Wij klagen over de sterkte van de dollar, maar laten wij nu eens zeggen dat dit voor een stuk ook het gevolg is van de globale zwakheid van de Europese munten, een paar uitzonderingen niet te na gesproken. Wij moeten in elk geval de afwezigheid van een Europese munt, van een ecu die een echt betaalmiddel zou zijn, betreuren. Wij moeten hier en daarbuiten de vraag stellen hoe het komt dat wij in Europa nog altijd onze olierekening betalen in dollars. Waarom is dat nodig? Waarom kunnen wij er de olieproducerende landen niet van overtuigen zich te laten betalen in Duitse marken, in Belgische franken, Franse franken of Nederlandse guldens? Waarom aanvaarden ze de Europese munten niet en wel de Amerikaanse dollar?

Wij kunnen zoals de Amerikanen, toch ook geld scheppen. Het is ook een teken aan de wand dat in het intra-Europees betalingsverkeer tussen de tien Europese landen één derde van de transacties nog altijd geschiedt in dollars. Laten wij dus aan onze mensen ook zeggen waar de klepel in de klok hangt. Wij moeten niet altijd de noodklok luiden over andere landen. De sterkte van de dollar is het averechts afgeleid effect van het onvermogen van de Europese Gemeenschap — die voor bepaalde aspecten een ongemeenschappelijke markt is — om zich echt te structureren, echt te integreren, om een echte Europese monetaire unie uit te bouwen en een echt Europees betalingsmiddel te creëren. Ik geef wel toe dat er een zekere vooruitgang is.

Nous avons évité l'effondrement, monsieur Pécriaux, et l'on peut même parler d'extension, mais un manque d'intensification de la construction européenne se fait certainement sentir; en période de crise, c'est malheureusement un défaut fondamental.

M. Pécriaux. — Ne peut-on pas penser également que le protectionnisme américain confère au dollar une puissance surfaite? Vous utilisez l'argument de la monnaie de prestige. Je peux l'accepter, mais pouvez-vous nous expliquer alors comment la livre sterling, qui était, il y a quelques années encore, une monnaie prestigieuse, s'est effondrée?

Un deuxième élément doit donc, à mon sens, être ajouté à votre argument du manque d'écu européen. Quel est votre avis, monsieur le ministre?

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Si le président Reagan avait suivi le Congrès, il aurait probablement signé une série de lois à tendance ouvertement protectionniste, ce qui aurait frappé durement, entre autres, la sidérurgie et le textile. Finalement, il a dû procéder à un freinage, et ce en pleine campagne électorale.

Nonobstant ce freinage, qui cause de nombreuses difficultés au sein de nos pays européens, les chiffres prouvent toujours que le marché américain a sérieusement augmenté ses importations en provenance de l'Europe. En textile, par exemple, elles ont aujourd'hui doublé. Pour ce qui est de la sidérurgie — mis à part les tubes qui constituent un problème tout à fait particulier —, une forte pénétration s'est faite sur le marché américain. Le revers bénéfique de la médaille d'un dollar cher est évidemment une pénétration beaucoup plus forte sur le marché américain.

En conclusion, je pense que nous devons axer et concentrer nos énergies, aujourd'hui et demain, en 1985 et au-delà, sur la poursuite d'une politique de redressement, politique qui doit circuler sur deux voies.

Een tweesporig beleid dus. In Frankrijk spreekt men wat dit eerste spoor betreft, van *une politique de rigueur*. Dat is een absolute noodzaak. Dit betekent natuurlijk het beperken en verminderen van het overheidstekort. Voor de overheidsdiensten en de overheidsbedrijven betekent dit het terugkeren naar zo gezond mogelijke economische verhoudingen.

Het tweede spoor van het beleid is een zekere relance.

Ik ben geen aanbod-econoom, maar ik heb natuurlijk oog voor de noodzaak tot herstructureren langs de aanbodzijde. Waartoe dient het de vraag te stimuleren als de bedrijven onrendabel of verouderd zijn? Men moet dus het aanbod herstructureren. In de meeste landen van Europa werd dit trouwens gedaan, ook hier, en van de resultaten zullen wij de eerstvolgende jaren kunnen profiteren.

Tot wat dient het echter het aanbod te saneren en te moderniseren als de vraag ineenstort? Wij moeten tegelijkertijd dus denken aan relance, maar dan wel aan een relance die ons niet opnieuw doet vervallen in de vergissingen van het verleden.

Vous avez cité un élément de votre plan de relance socialiste: l'injection de 45 milliards dans des projets d'investissement, éventuellement des commandes ou des travaux publics. Vous prétendez que cela aboutira à un accroissement du PNB de 90 milliards; vous vous fondez donc sur un multiplicateur de deux. A première vue, ce n'est pas un multiplicateur

élevé, mais vous n'avez pas tenu compte de certaines « fuites » dans le mécanisme du multiplicateur: d'abord, le taux d'épargne lequel, en Belgique, est élevé et dont une partie se place d'ailleurs à l'étranger; ensuite, la fuite — *het lek* — qui se traduit par une augmentation des importations. Je ne suis donc nullement convaincu qu'injecter 45 milliards en travaux publics produira un accroissement de 90 milliards de PNB.

Il faut, en outre, examiner quel serait l'effet sur l'emploi. Ne faudrait-il pas penser plutôt, afin de soutenir la consommation, à un certain allégement fiscal qui permette à la masse des consommateurs d'en bénéficier?

Par ailleurs — cela est très important —, en tant que petit pays, nous ne pouvons pas nous lancer dans une relance, même sélective, sans concertation avec nos partenaires, monsieur Pécriaux. Si nous menions une politique de relance dans le cadre de l'Europe des Dix, qui comporte des « locomotives » relatives, comme l'Allemagne ou même la France et la Grande Bretagne, les effets seraient plus considérables, sans distorsions de concurrence, sans handicaps et sans drames. La mésaventure tragique subie par François Mitterrand, qui était animé des meilleures intentions, a été provoquée — c'est pour moi une évidence économique — par une absence de coopération européenne.

Dans le cadre de la Communauté économique européenne, qui compte plus de 200 millions de consommateurs, il est possible d'obtenir des résultats, tout comme les Américains ou les Japonais, mais il convient d'abord de faire l'Europe, réellement, dans les faits, et pas uniquement dans les paroles; il faut une grande solidarité entre les sous-régions européennes, plus ou moins touchées par la crise.

Lors de certains exposés qu'il m'a été donné d'écouter, la solidarité entre nos régions a été mise en cause. Un même discours ne s'appliquerait-il pas à la solidarité entre les régions et les sous-régions européennes? Dans la négative, l'esprit européen serait bien malade. Ceci est également valable pour la Belgique, mais c'est un autre problème.

Sommige sprekers hebben mij er andermaal van beschuldigd de index van de consumptieprijzen te hebben gemanipuleerd. Ik onderstreep dat helemaal niet geraakt is aan de thermometer. De wijze van berekenen is altijd dezelfde gebleven. Het enige wat wij hebben gedaan is bepaalde prijzen te drukken, maar steeds werden de reële prijzen gehanteerd, geen vervalste.

De oppositie en ook sommige leden van de meerderheid hebben vragen gesteld over de olieprijzen. Ik hoop dat ingevolge de verzwakking van de dollar de olieprijzen wat zullen dalen de volgende dagen. Ik geef toe dat de hoge olieprijs een ernstig sociaal probleem is voor mensen met een laag inkomen.

Welke zijn de mogelijkheden? Wij zijn erin geslaagd de zeer irriterende toeslag — een supplement van 45 centiemen beneden de duizend liter en nog eens 15 centiemen tussen 1 000 en 2 000 liter — af te schaffen door solidariteit tussen de kleine en de grote consumenten.

Die toeslag is tot 15 maart afgeschaft en ik zal een poging ondernemen — ik weet niet of ik daarin zal slagen — om die toeslag nog gedurende een langere periode af te schaffen. U zegt dat ik de olieprijzen autoritair moet verlagen. De prijsdaling van oktober werd zogezegd autoritair ingevoerd. Vier maanden later mogen wij nu wel toegeven dat die prijsdaling in feite ook genegotieerd was. Ik moet immers onderhandelen. Ik kan niet anders omwille van het programmacontract waarin uitdrukkelijk wordt bepaald dat de partijen kunnen afwijken van de clausules. Mijn voorganger heeft dat trouwens ook verschillende malen gedaan.

Volgens de heer de Wasseige zou ik het programmacontract zelfs moeten opzeggen. Hij kent echter minstens even goed dat contract als ik en hij weet welke voorwaarden moeten vervuld zijn om het te kunnen opzeggen. Hij weet ook hoe het onder minister Oleffe is tot stand gekomen en hij weet dat mijn voorganger, die gedurende vijf jaar minister van Economische Zaken is geweest, nooit één moment het naar mijn mening trouwens slechte idee heeft geopperd om het programmacontract op te zeggen. Hij heeft het daarentegen verschillende keren vernieuwd en hij heeft er ook wijzigingen in aangebracht.

Mag ik u bovendien doen opmerken dat de heer Mauroy, toen hij nog Eerste minister was in Frankrijk, mij uitgebreide documentatie heeft gevraagd over ons programmacontract met de oliemaatschappijen en iets dergelijks in Frankrijk heeft ingevoerd. Het is ook onmogelijk, zoals hier werd gesuggereerd, de olieprijzen slechts één of twee keer per maand te wijzigen, gelet op het feit dat de oliemarkt een zeer beweeglijke markt is.

In de Kamer heeft onze uitmuntende collega van de SP, de heer Colla, mij geïnterpelleerd om zijn zorg uit te spreken over de belabberde toestand van de oliemaatschappijen in ons land. Hij heeft gewezen op de slechte balansen, op de bedreiging van de werkgelegenheid, en op de sluiting van twee van de vier grootste raffinaderijen in ons land, namelijk Texaco en Feluy-Chevron. Er blijven nog enkel Esso en SIBP over als grote raffinaderijen.

Op basis van de gegevens mij verstrekt door de oliefederatie kan ik u mededelen dat de twee grootste oliemaatschappijen in ons land in 1984 wellicht een gezamenlijk verlies zullen lijden van 1,5 miljard. Er wordt soms wel eens beweerd dat de balansen van de oliemaatschappijen zouden vervalst zijn. Het gebeurt inderdaad wel dat balansen worden vervalst, maar valsheid in geschrifte is een zwaar vergrijp dat strafrechtelijk wordt vervolgd.

Laat ons dan ook niet in simplisme vervallen. Wij weten trouwens dat grote maatschappijen zowel intern als extern worden gecontroleerd. Zo eenvoudig gaat het dus niet. De oliemaatschappijen hebben in 1984 in ons land inderdaad veel geld verloren. Indien zij hun kosten niet verrekenen in de verkoopprijzen zouden hun verliezen nog groter worden. Dit was de draagwijdte van de interpellatie van de heer Colla die binnen de 24 uur een wetsvoorstel houdende verlaging van de olieprijzen mede ondertekende.

Ik wil dit niet op de spits drijven, omdat de heer Colla hier niet aanwezig is. Dat zou van mijnentwege onsportief zijn. Ik wenste deze anekdote toch aan te halen om te wijzen op het gebrek aan coherentie in bepaalde redeneringen.

In deze aangelegenheid zijn wij ook sterk afhankelijk van buitenlandse factoren. Iemand heeft hier de opmerking gemaakt dat men de stocks had moeten aanspreken. Hij gewaagde zelfs van de strategische voorraden. Hierover werd herhaaldelijk gesproken met de Europese instanties, mijnheer Van In. Het standpunt van de Europese Gemeenschap is bijzonder strak. Een voorraad voor 90 dagen is werkelijk het *minimum minimorum* en de Commissie wenst daar niet van af te wijken. Bovendien zijn er geen overtollige stocks, precies omdat de olie zo duur is. Wij beschikken enkel over de opgelegde strategische voorraad. De maneuvreerruimte is hier dus zeer beperkt.

Ik bevestig dat de regering de problemen van de minst-gegoeden ingevolge de excessieve prijsstijgingen in de oliesector onder meer wil opvangen door een verhoging van het bestaansminimum, waarbij tegelijkertijd een zekere vrijheid van beslissing van de consument wordt ingevoerd. Sommigen hebben gesuggereerd de BTW op de olieprodukten te verminderen. Indien men vandaag ingrijpt in de oliesector, zou men morgen hetzelfde kunnen doen voor de kousen, overmorgen voor het brood en de volgende dag voor een ander produkt. Op die manier komen wij van de regen in de drop.

Laten wij het sociale probleem opvangen door de bestaansminima op te trekken, maar niet door punctuele en wat inpulsieve ingrepen in bepaalde segmenten van de markt. Wij kunnen alleen betreuren dat het gebeurt, maar verder is daaraan niet zoveel te doen.

On m'a accusé d'avoir à nouveau manipulé l'index en excluant de la liste servant à l'établir, la hausse des tarifs intervenue dans les PTT.

C'est inexact. Ces hausses seront incorporées dès février. S'il n'en a pas été tenu compte en janvier, c'est parce que je me suis basé sur une note technique de l'administration des prix qui est une excellente administration et dont le raisonnement était, en la matière, particulièrement convaincant.

Comme il sera seulement tenu compte de ces hausses dans l'établissement des factures, au plus tôt en février, voire en mars, il n'y avait aucune raison de les prendre en considération dès le mois de janvier.

Il faut, en outre, attendre les réactions des utilisateurs à la hausse tarifaire appliquée au-delà de six minutes de communication téléphonique. Nous devrons d'ailleurs y rendre attentives et nos épouses et nos filles, grandes utilisatrices du téléphone. Peut-être faudra-t-il recourir à une sorte de minuterie, à un métronome ou un chronomètre, afin d'interrompre toute communication téléphonique avant six minutes, quitte à reformer ensuite le numéro pour bénéficier d'un tarif moins élevé.

L'utilisateur devra donc vraisemblablement modifier son comportement.

Tout cela doit se refléter dans l'index qui doit mentionner très exactement l'évolution des prix.

Je démens donc de la manière la plus formelle qu'il y ait eu, en l'occurrence, manipulation de l'index.

Is er aantasting van het gezinsinkomen, zoals hier werd gezegd? Ja en neen. Natuurlijk is de koopkracht van de gezinnen verminderd. Wat was echter het probleem in 1981? In 1981 was de som van onze bestedingen, bestedingen van de particulieren, van de overheid en van de ondernemingen, gestegen tot 104 pct. van het BNP. Een overschrijding van 4 pct. boven de 100 pct. leidt natuurlijk onmiddellijk tot een even hoog deficit op de externe balans. Dat kan niet anders, maar men mag die situatie niet laten voortduren. Wij hebben tegelijkertijd de overheidsconsumptie moeten verminderen van 13,5 pct. naar 10,3 pct. en ook het gezinsinkomen via de inlevering.

In de studie die de Kredietbank heeft gepubliceerd naar aanleiding van haar vijftigjarig bestaan wordt een projectie gemaakt tot 1990. Volgens deze studie verwacht men dat de gezinsinkomens tussen 1987 en 1990 zich zullen stabiliseren rond 73 pct. van het BNP. In het begin van de jaren 1980 was dit 81 pct., in het begin van de jaren 1970 was het ook 73 à 74 pct. Met andere woorden, onze hele heraanpassingspolitiek met veel pijn en smarten en veel onbegrip heeft als bedoeling en tot gevolg dat wij onze consumptie terugbrengen tot de situatie van tien jaar terug. Dit moet gebeuren met rechtvaardigheid en solidariteit en dat is de grote moeilijkheid. Het beleid moet ook geloofwaardig zijn.

En nu vraag ik u: Was België in 1973 een ontwikkelingsland? Hadden wij geen hospitalen, geen wetenschappelijk onderzoek, geen universiteiten, geen autowegen, geen televisietoestellen en geen koelkasten? Wij moeten niet overdrijven. Na wereldoorlog II werd een heraanpassingsinspanning geleverd, tijdens de volgende grote crisis eveneens en nu ook weer. Wij moeten dit zeggen, ook in een verkiezingsjaar en hopelijk ook in onze eigen kiescampagne. Het is onvermijdelijk als wij ons economisch en misschien zelfs politiek systeem in stand willen houden.

De nombreux intervenants se sont penchés sur le dossier, particulièrement difficile, de Verlipack.

J'espère être en mesure, vendredi prochain, de faire une proposition à ce sujet à mes collègues des deux comités, dits régionaux, au sein du gouvernement national, le comité wallon et le comité flamand. Ils doivent, vous le savez, émettre obligatoirement un avis qui, généralement, est entériné par le Conseil des ministres. Celui-ci se réunissant vendredi, il n'est pas impossible qu'il prenne une décision à ce propos.

Je rappelle à tous ceux qui ont émis des doutes et même formulé des critiques parfois virulentes que l'effort financier envisagé par le gouvernement national est énorme puisqu'il se situe entre 3 et 4 milliards, messieurs! En d'autres termes, cela représente 3 000 ou 4 000 milllions; ce n'est pas une paille.

Bien entendu, dans ce montant est comprise une consolidation des dettes du passé. On efface le tableau à concurrence de 1,5 milliard et l'on est obligé de le faire, sinon c'est la faillite de l'entreprise. Par ailleurs, on prévoit, dans ce montant, une enveloppe sociale qui doit couvrir toutes les charges sociales de la réduction des effectifs. Ensuite, une enveloppe d'au moins 900 millions est réservée aux investissements. L'aide de l'Etat porte évidemment sur le subside à l'intérêt mais aussi sur la garantie de l'Etat. Nous savons tous, monsieur de Wasseige, qu'il est probable que cette entreprise, même restructurée, puisse rembourser rapidement les 900 millions prévus pour les investissements.

Une autre enveloppe de 500 millions est prévue pour fonds de roulement et couverture des pertes et des cash-drain.

Les 500 millions en question, puisqu'il s'agit d'un financement de cash-drain, tombent sous l'application de la loi du 5 mars 1984. Il s'agit donc d'un montant à imputation régionale à obtenir soit en tirant sur les droits de succession — mais cela me paraît extrêmement difficile, aussi bien en Wallonie qu'en Flandre —, soit en faisant appel à l'autre moyen que vous avez nommé ici, en bon français j'imagine, « la biffure » — ce que nous traduisons par « de schrapping » — de certains projets d'investissements, soit enfin par le transfert de certains montants non utilisés, dans certaines sous-enveloppes des secteurs nationaux, vers le secteur du verre.

M. Bascour, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Pour cela, il faut évidemment l'accord des deux comités régionaux; c'est à cela que nous nous employons.

Je peux dire à M. Vercaigne et aux autres collègues que les sièges de Merksem et de Momignies ont été décrochés de Verlipack la semaine passée, lors de l'assemblée générale qui a créé les deux sociétés d'accueil.

Pour Merksem et Momignies qui devront maintenant voler de leurs propres ailes, nous n'avons pas prévu d'enveloppe pour couverture de pertes; par conséquent, ces entreprises ne pourront pas bénéficier de cette enveloppe de 500 millions.

Le but de cette opération est de trouver pour Momignies et, éventuellement pour Merksem, un acquéreur qui bénéficierait d'installations gratuites, mais à qui l'on demanderait d'apporter au minimum, les liquidités nécessaires au maintien de l'entreprise au cours des prochains mois, dans la mesure où l'entreprise serait plus ou moins *self-supporting*, ce qui est probablement le cas du siège de Momignies. Il ne s'agit donc pas là d'une condamnation à mort, bien au contraire.

J'ajoute que si les deux sièges érigés en sociétés distinctes souhaitent réaliser un projet d'investissement, ils tombent sous le coup des lois d'expansion économique qui restent applicables aux cinq secteurs nationaux: subsides à l'intérêt, bonifications et primes en capital, et éventuellement garantie de l'Etat; le mécanisme reste en place.

Mais je dois dire ici que l'attitude du gouvernement est aussi une attitude d'une rigueur relative. Après avoir payé ou nous être déclarés prêts à payer une facture de près de 4 milliards, nous disons à la nouvelle direction: « Messieurs, il faut parvenir à un résultat avec les 500 millions prévus pour couverture de pertes. Il faut mettre fin à l'hémorragie. »

Il faut donc, dans les plus brefs délais — car nous avons déjà perdu beaucoup de temps —, rationaliser, restructurer et réduire les effectifs en deça de ce qui était prévu dans le plan précédent.

Vous avez cité le chiffre de 4 millions de valeur produite par travailleur, ce qui semble être la norme internationale. Je rappelle qu'à Verlipack on n'en est qu'à 2,5 millions. Si l'on ne parvient pas à atteindre le niveau de la concurrence internationale, il n'y aura pas d'avenir.

Dès lors, il faut mettre la main à la pâte très rapidement et j'espère que, d'ici à 48 heures, je serai en possession d'un plan de restructuration cohérent et efficace, de telle sorte qu'on puisse mettre le feu au vert.

Les négociations avec la France se poursuivent, monsieur Pécriaux. Les instances françaises se sont déclarées prêtes à mettre 100 millions à la disposition de l'entreprise. J'ai entendu des louanges dithyrambiques à une certaine radio et dans certains milieux, dans le genre « Les Français sont de véritables amis, tandis que ce mauvais gouvernement belge ne fait absolument rien... » Or, nous mettons quatre milliards sur la table. Certes, 100 millions de francs français ne sont pas négligeables, mais ce n'est pas le Pérou que la France nous apporterait ainsi.

M. Pécriaux. — Permettez-moi de vous interrompre, monsieur le ministre.

En fait, c'est pour le siège de Momignies que les Français proposent ces 100 millions. Or, pour Momignies, le gouvernement n'avance pas 4 milliards. Il faut le dire. Vous avez séparé les dossiers. Continuez à les séparer jusqu'au bout.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — C'est exact.

Précisons cependant que sur ces 4 milliards, Momignies recevra au moins 20 p.c. La dette de l'entreprise est aussi, partiellement, celle du siège de Momignies. Donc, les 4 milliards permettront également de résoudre le problème de ce siège.

M. Pécriaux. — Ce problème a déjà été débattu, il y a deux mois, lors de l'examen du rapport Hoste. Il avait été admis alors que la situation financière de Momignies n'était pas dégagée de l'ensemble du dossier. Il faut le dire aussi. Momignies a une spécificité de par la nature de ses produits et doit être traité à part, bien qu'il faille, j'en conviens, traiter l'ensemble pour ne défavoriser ni Jumet, ni Ghlin.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Il y a une semaine, nous avons pris des mesures transitoires et obtenu des banques et de la SNCI qu'elles ne réclament pas les intérêts. Mais il y a une nouvelle échéance à la fin du mois et il est urgent de décider en la matière.

Je dois rappeler que Verlipack, quoi qu'on en dise, est toujours une entreprise où le secteur privé est majoritaire, ne fût-ce que de façon symbolique, à un titre, mais ce titre à une signification: c'est le secteur privé qui est juridiquement le maître à Verlipack.

M. Vercaigne. — Il est étrangement muet ces derniers temps!

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Je ne suis pas toujours d'accord avec vous, mais, cette fois, je le suis et, comme vous, je déplore le mutisme et *low profile* des actionnaires privés de Verlipack.

M. Vercaigne. — On peut même dire qu'ils sont complètement aphones.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — On s'adresse toujours à l'Etat, au gouvernement, alors qu'en fin de compte, c'est vers le secteur privé, qui est le propriétaire, qu'on devrait se tourner. Où est-il? Qu'a-t-il fait? Que fait-il?

M. Vercaigne. — Rien!

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Nous devons constater là une certaine démission.

De heer Capoen heeft een hele reeks van interessante beschouwingen ontwikkeld.

De overheidssteun aan de bedrijven bedroeg in 1983 inderdaad 332,3 miljard, maar daarin zit slechts voor 142 miljard dekking van verliezen. De rest betreft kapitaalverhogingen in staatsbedrijven en in overheidsdiensten. Vermits staatsbedrijven geen of te weinig privé-aandeelhouders hebben, moet de Staat zelf het kapitaal verhogen, dat kan moeilijk anders.

In die 332,3 miljard zijn ook 97,4 miljard hulp die gedebudgetteerd is begrepen. Die hulp is verleend via de Nationale Maatschappij voor herstructurering van de nationale sectoren. Het bedrag van 332,3 miljard bevat ook onder meer steunoperaties aan de NMBS, Sabena, PTT en eventueel RTT. U moet rekening houden, mijnheer Capoen, met het hele pakket. U is de mening toegedaan dat het bedrag veel te hoog is — dat vind ik trouwens ook — en dat wij moeten verder gaan met het rationaliseren van deze instellingen en overheidsdiensten.

Wat de staatsbedrijven betreft, kan ik eraan toevoegen dat, vermits de Staat geen industrieel is, wij moeten zoeken naar formules die de herstructurering mogelijk maken wanneer de privé-sector in gebreke blijft, maar waarbij wij zo vlug mogelijk deze sectoren en bedrijven kunnen herprivatiseren. Dat is ook de filosofie van ons reconversiebeleid: een nieuw industrieel beleid met reconversiecontracten, met kapitaaldotaties die moeten worden terugbetaald met de gemaakte winst, de *non voting shares*. Ik meen dat het een goed mechanisme is.

Wij hebben ook voorgesteld een aantal subsidies weg te werken via de expansiewetgeving. Maar dat vergt een herziening van deze wetgeving. Dat is een bevoegdheid van de gewesten en de gewestexecutieven. Ik heb voorgesteld de intersubsidies niet af te schaffen maar gedeeltelijk te vervangen door fiscale stimuli. Met leedwezen moet ik constateren dat op het niveau van de drie gewestexecutieven daarover geen consensus mogelijk was. Ik vind het jammer.

Ik deel uw mening waar u zegt dat wanneer de overheid subsidies toekent, het een politieke beslissing is, eventueel een individuele beslissing in één dossier, met interventies, met de lobbies, en met elementen die de beslissing niet steeds objectief maken of houden. De fiscaliteit daarentegen is een automatisme dat men kan genieten indien men zich in de objectieve voorwaarden bevindt.

U zegt zeer terecht dat er in de nationale sectoren nog 200 000 werkplaatsen zijn. Maar er zijn er bijna evenveel verloren gegaan. De sector van de scheepsbouw is gehalveerd én in capaciteit én in tewerkstelling.

De staalsector, zeker in Wallonië, is gehalveerd. Moet ik er andermaal aan herinneren dat er in 1973 bij Cockerill-Sambre nog 35 000 arbeiders werkten en dat er in 1986, op het einde van het plan-Gandois, nog ongeveer 13 000 zullen tewerkgesteld zijn. Er is een enorme contractie van personeel. Het gaat om een heel zware inspanning. Dat kan men niet loochenen.

In de textielsector is het aantal werknemers van 170 000 gedaald tot 100 000. Nu zijn er opnieuw 105 000 eenheden tewerkgesteld. In die sector is er een toename van de tewerkstelling. De textielpatroons zeggen mij trouwens dat zij moeite hebben om de mensen te vinden die kunnen werken met de moderne machines. Dat versterkt de stelling die ik heb verdedigd bij mijn inleiding, namelijk dat er een probleem is van werkonaangepastheid in onze maatschappij.

In de holglassector zullen we de eerstvolgende maanden een vermindering van de effectieven hebben. Ook de bouwsector is heel zwaar aangetast wat de werkgelegenheid betreft.

Het probleem van de steenkoolnijverheid is gesteld, mijnheer Vandekerckhove. Ook daar moeten wij trachten objectief te blijven. U hebt mij gevraagd wanneer de nationale financiële enveloppe zal zijn uitgeput: het gaat om ongeveer 32 miljard. Eind 1984 zijn er al ongeveer 16 miljard opgenomen. Er blijft dus nog evenveel over. Volgens de huidige vooruitzichten moeten de steenkoolmijnen kunnen voortwerken tot 1986 en hopelijk tot een stuk in 1987. Vanaf dan zal er moeten worden overgeschakeld op de financiering met regionale aanrekenbaarheid waarin de wet van 5 maart 1984 voorziet. Dat schept een ernstige moeilijkheid.

Ik neem aan dat daarover ook zal worden gediscussieerd bij de vorming van een volgende regering, maar de wet is er en zij moet worden toegepast. Zij moet ook symmetrisch worden toegepast. Het is volkomen ongeloofwaardig dat een wet zou worden toegepast in één gewest van het land en niet in het andere gewest. Het is des te meer ongeloofwaardig, mocht blijken dat de goedkeuring van die wet vooral werd geëist door gewest A en wordt toegepast in gewest B, waarna dan gewest A, dat zogezegd vragende partij was, zou weigeren de wet toe te passen op een van de ondernemingen in haar gewest. Laten wij logisch blijven.

De heer Vandekerckhove. — Dat gebeurt toch. Het voorbeeld van Cockerill Sambre is typisch.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Ik deel de mening van de heer Vandekerckhove waar hij zegt dat er na 2 000 misschien een nieuwe toekomst is voor de steenkoolnijverheid. Er is een sterke stijging van het verbruik. Dit is helaas, niet ten voordele van de Belgische mijnen omdat zij te diep zijn namelijk 1 000 tot 1 200 meter. Men zegt mij dat er futuristische technologieën in de maak zijn, namelijk een combinatie van kernenergie met de exploitatie van steenkoolmijnen waardoor de vergassing technisch en economisch aanzienlijk zou worden vergemakkelijkt. In afwachting daarvan en vóór het jaar 2 000 staan wij voor een ernstig economisch probleem.

De Kempense steenkoolmijnen hebben geen enkel probleem van afzet. Er zijn langlopende contracten en er is de omschakeling van de bestaande elektriciteitscentrales van aardolie op steenkool. Dit programma wordt verder afgewerkt. Het is het niet door het bouwen of het niet-bouwen van een nieuwe centrale van 400 of 600 megawatt dat wat dan ook zou worden veranderd aan de afzetgarantie. KS heeft een probleem van kostprijs en verkoopprijs: hoe meer er wordt geproduceerd, hoe meer verlies er wordt geleden.

Mevrouw N. Maes. — Dat geldt ook voor Cockerill-Sambre!

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Mevrouw, mag ik verwijzen naar het saneringsplan-Gandois en de inhoud daarvan voor de onderneming. Nu u toch weer de kwalijke vergelijking maakt, wat u elke keer doet, u hebt het in uw betoog ook weer gedaan, wil ik u iets in herinnering brengen.

Mevrouw N. Maes. — Er is een verlies van 2 000 frank per ton.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — U zegt dat voor KS de schuld werd uitgeveegd. Het ging over 100 miljard. Het kon ook niet anders, maar als u toch de vergelijking maakt tusen CS en KS, dan moet ik er uw aandacht op vestigen dat KS geen langlopende schulden heeft om de eenvoudige reden dat sedert de oprichting van KS in 1967 alle tekorten en deficits zijn gedekt door de begroting. Mocht men KS hebben gefinancierd zoals CS, dan zou KS ook een schuld hebben gehad van meer dan 100 miljard, want de gecumuleerde deficits van 1967 tot 1984 liepen op tot meer dan 100 miljard. Dat moet ook worden gezegd. De financieringstechniek is verschillend geweest, maar de realiteit is goed vergelijkbaar.

De heer Vandekerckhove. — Wat u zegt over KS, mijnheer de minister, geldt ook voor de steenkoolmijnen in het zuiden van het land.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Daarover ben ik het volledig met u eens. Dat is historisch juist, maar als wij een vergelijking maken tussen CS en KS, blijkt dat er verschillende financieringstechnieken zijn toegepast met alle gevolgen van dien.

Mevrouw N. Maes. — Mijnheer de minister, de cijfers die ik heb gegeven hebben geen betrekking op het verleden. Ik heb ze ontleend aan het verslag van de heer Gandois. Hij schrijft dat de produktiekosten nog 2 000 frank per ton te hoog zijn en dit na de sanering van Cockerill-Sambre.

De heer Vercaigne. — Het is 2 000 frank per ton in vergelijking met de prijzen van Japan.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Dat is onjuist, mevrouw.

Mag ik u wijzen op de balans en de resultaten van Cockerill-Sambre in 1984? Er is opnieuw cash flow. De balans is niet vervalst. U kan niet loochenen dat er cash flow is, bijgevolg zijn de resultaten aanzienlijk verbeterd. Het plan-Gandois was een zeer moedig en een pijnlijk plan waar wij de politieke verantwoordelijkheid voor hebben genomen. Het was ook de enig mogelijke oplossing.

Mevrouw N. Maes. — Voelt u zich dan niet meer verantwoordelijk voor het plan-Gandois? Of is die moed voorbij?

M. Vercaigne. — La lettre envoyée à tous les travailleurs était un moyen utilisé par M. Gandois pour faire pression sur les salaires et sur les négociations qui devaient avoir lieu à Cockerill.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Wat de steenkoolcentrales betreft — de heer Knoops zal daar straks nog iets over zeggen —, hebben wij twee studiegroepen geconsulteerd, in de eerste plaats vier ingenieurs van vier universiteiten, over de kosten-batenanalyse, klassieke thermische steenkoolcentrale versus een kerncentrale.

Wij hoeven ons geen illusies te maken. Gelet op de bescherming van het milieu en het vermijden van zure regen zal men voortaan geen nieuwe steenkoolcentrales meer mogen bouwen — we gaan trouwens naar een Europese norm op dat gebied — zonder een ontzwavelingsinstallatie.

Het blijkt, en dat is ook bevestigd in het buitenland, dat een ontzwavelingsinstallatie, de operationele kostprijs van een centrale van 600 megawatt jaarlijks met 1,5 miljard of met 30 à 35 centiem per kilowatt verhoogt. Dat is de objectieve becijfering.

De heer Geldolf. — De meesten raden aan over te schakelen op de wervelbedcentrales om dat dan geen ontzwavelingsinstallatie nodig is.

Mevrouw N. Maes. — U neemt mij de woorden uit de mond, mijnheer Geldolf. Wij hebben gezocht om uit dat dilemma te geraken, naar een technologie die ontzwaveling overbodig maakt, en dat zijn de wervelbedcentrales.

Die worden wel competitief met de kerncentrales. Die hebben bovendien het voordeel dat zij in kleine eenheden van 105 megawatt, modulair, kunnen worden gebouwd. Zij kunnen heel gemakkelijk worden aangepast aan de evolutie van het verbruik. Ik meen dat dit een toekomstsector is, ook op het stuk van de technologie, en tevens exporteerbaar wanneer de mogelijkheid daartoe wordt geboden.

Wij hebben het uitrustingsplan in ons bezit. Het ligt voor advies bij het Comité voor controle voor gas en elektriciteit en bij het Nationaal Comité voor energie. Daarna zal de regering daarover een beslissing nemen. De elektriciteitsbedrijven mikken op een scenario van 2,5 pct. als gemiddelde. Het zou wel eens hoger kunnen liggen, misschien 3 pct. In elk geval is er in ons land in het eerstvolgend decennium en de daaropvolgende decennia ruimte voor een zeer groot aantal wervelbedcentrales.

Want, na de verwezenlijking van N8, Doel 5, zie ik moeilijk in waar wij nog verder kerncentrales kunnen bouwen. Ik deel de mening van de heer de Wasseige dat er op een bepaald ogenblik een verzadigingspunt wordt bereikt qua inplantingsmogelijkheden. Dan moeten wij overschakelen op steenkool. Willen wij onze economie niet zwaar laten lijden onder de hoge kostprijs dan moeten wij overstappen naar de nieuwe technologie van de wervelbedcentrale die ons toelaat afvalkolen en terrilkolen opnieuw te gebruiken.

Dat is een heel belangrijke zaak en een element van vernieuwd industrieel beleid.

M. Pécriaux. — Monsieur le ministre, est-il incorrect de vous demander si votre secrétaire d'Etat M. Knoops partage votre point de vue en cette matière?

M. le Président. — Il aura tantôt l'occasion de vous le dire. *(Sourires.)*

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — De heer Capoen heeft gesproken over de brugpensioenen. Hoe gaan wij in België de pensioenen verder blijven financieren? Toevallig heb ik gisteravond een conferentie bijgewoond van de voormalige Franse premier Debré. Hij sprak over de demografie, wat zijn stokpaardje is.

M. Vercaigne. — Il veut beaucoup d'enfants.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Hij heeft ons cijfers geciteerd die hij op een zeer bevattelijke wijze samenvatte. Hij zei het volgende: In Europa, zeker in Duitsland en misschien ook in België, zullen 1 000 moeders nog maar 800 dochters krijgen. In een volgende generatie zullen die 800 dochters niet meer dan 640 dochters krijgen. Deze 640 dochters zullen een kleine 500 dochters hebben. In vier generaties wordt de bevolking dus gehalveerd en krijgt men een kolossaal grijs bevolkingshoofd met een niet te betalen pensioenlast.

Hij sprak over de jaren 2010-2020. Dit is de tijd dat onze kinderen zullen gepensioneerd zijn. Ik deel dus de mening van de heer Capoen dat wij binnenkort zullen moeten denken aan andere financieringswijzen voor de pensioenen. Naast het wettelijk pensioen zijn er andere technieken mogelijk, die fiscaalvriendelijk kunnen worden gemaakt.

Mijnheer Capoen, wij hebben heel veel gedaan voor de KMO's. Mijn ervaring is dat de mensen uit de KMO-sector niet eens weten wat er allemaal mogelijk is.

De heer Capoen. — Zij zijn onvoldoende geïnformeerd.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Zij zijn toch ook gegroepeerd in beroepsfederaties en daar kan toch iets aan die informatie worden gedaan. Ik geef evenwel toe dat de reglementeringen te ingewikkeld zijn en dat wij overgeburocratiseerd zijn. Ik las vanmorgen in de krant dat ook de heer Van Miert dit zegt. Hierover bestaat er een zekere consensus.

Mevrouw N. Maes. — Dat is goed voor de volgende regering.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Dat is zeer hoopgevend voor de komende jaren. Wij kunnen daar gezamenlijk werk van maken.

U heeft het voorbeeld van Denemarken gegeven, mijnheer Capoen. Weet u echter dat dit voorbeeld ook wordt bejubeld door het VEV? U moet alles zeggen. De Denen hebben veel straffer ingeleverd dan de Belgen. Bovendien werd de Deense kroon tot vijfmaal toe gedevalueerd. Als men dergelijke zware medicamenten goed inneemt, zijn er allicht betere en vluggere resultaten. Wij moeten echter ook rekening houden met het draagvermogen van de bevolking van ons land. U zult me toch niet tegenspreken wanneer ik zeg dat het herstelbeleid relatief hard is geweest. De oppositie gaat toch niet beweren dat het te zacht is. Het Deense voorbeeld past mijns inziens niet helemaal in de logica van de oppositie.

Indien ik de toelating krijg van de Ministerraad, zal ik bij het Parlement een wetsontwerp indienen houdende de herstructurering van het Nationaal Instituut voor de statistiek. Ik wil dit instituut een autonomer statuut geven, zodat een efficiënter management mogelijk is. Zo zal het de mogelijkheid hebben om experts te recruteren, om oude statistieken niet meer op te stellen, maar de nieuwe statistieken aan te vullen. Ik heb over dit wetsontwerp een zeer goed advies gekregen van de Hoge Raad voor de statistiek. Wij moeten bijvoorbeeld ook eens nagaan of het echt nog verantwoord is anderhalf miljard te besteden aan de volkstelling.

Mevrouw N. Maes. — U heeft er toch geen resultaten van.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Zouden wij bijvoorbeeld niet beter de methode van de steekproeven gebruiken? Zo kunnen er nog andere beschouwingen worden geformuleerd over dit instituut.

De vragen over het rationeel energieverbruik en over het project te Thulin zijn voor mijn collega staatssecretaris Knoops.

Mijnheer Capoen, ik heb hier enkele tabellen met betrekking tot de T-zones.

De heer Vandezande. — Mijnheer de minister, zoudt u zo lief willen zijn eerst te antwoorden op de vragen van mevrouw Maes, die straks moet vertrekken?

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Ik kom dadelijk tot de vragen van mevrouw Maes.

De heer Capoen. — Mijnheer de minister, ik heb u vanmorgen gevraagd hoe het mogelijk is dat men een fout in de statistieken van 50 miljard niet opmerkt, maar zelfs uit deze foutieve statistieken triomfantelijke conclusies trekt en de mensen die daarover opmerkingen maken, zonder meer de laan uitstuurt?

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Het misverstand, dat ook ik betreur, wijzigt geenszins de trend. U kan dit ook lezen in het verslag van de Nationale Bank. Het misverstand heeft te maken met een drietal factoren.

Allereerst heeft men een BTW-formulier afgeschaft. Het verschil zit hoofdzakelijk in het verkeer tussen Nederland en België.

Ten tweede, heeft het te maken met de sluiting van Texaco en Feluy, die een daling van de produktie zeer aanvaardbaar maakt.

De heer Capoen. — Hierover handelde mijn vraag niet, mijnheer de minister.

Wij kennen en aanvaarden de uitleg over dit misverstand. Ik had het echter over de conclusies die het ministerie van Economische Zaken trekt op basis van de foutieve statistiek.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Ik heb hieruit al lang de conclusie getrokken dat er een desorganisatie is.

De heer Capoen. — Het gaat over uw kabinet, mijnheer de minister, en niet over het Nationaal Instituut voor de statistiek.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Er is tegelijkertijd te veel en te weinig personeel. Ik heb de toelating gekregen van de minister van het Openbaar Ambt om zestien experts en 190 personeelsleden aan te werven en er komt een wetsontwerp waarbij aan het Nationaal Instituut voor de statistiek een apart statuut wordt toegekend in samenwerking met de studiedienst van Economische Zaken. Voor mijn part mag dit ook fusioneren met het Planbureau, maar dat ligt politiek wel wat moeilijker.

De heer Capoen. — Mijnheer de minister, u hebt nog geen antwoord gegeven.

De Voorzitter. — Mijnheer Capoen, ik verzoek u de minister verder te laten antwoorden.

De heer Capoen. — Maar, mijnheer de Voorzitter, ik heb een vraag gesteld. Hoe is het mogelijk, mijnheer de minister, dat uw administratie, uw kabinet die fout van 50 miljoen niet heeft opgemerkt en daaruit dan voorbarige conclusies heeft getrokken? Ik betrek het NIS als dusdanig niet. Het misverstand is uit te leggen en aanvaardbaar.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Mijnheer Capoen, ik heb een nota van tien pagina's met het hele verhaal. Het misverstand is ontstaan in de relatie tussen Economische Zaken en Financiën. En ik kan u zeggen dat wij vanaf de derde maand na de notering van de statistiek, de anomalie hebben geconstateerd en een onderzoek hebben ingesteld.

De heer Van In. — Pas na drie maanden?

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — En nu zal ik op de vragen van mevrouw Maes antwoorden die haar trein moet halen.

Mevrouw N. Maes. — Neen, mijnheer de minister, ik heb zieke dochters en dien ze goed te verzorgen.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Mevrouw Maes, u hebt zich gebogen over de investen en een onevenwicht geconstateerd tussen Vlaanderen en Wallonië.

Op uw opmerking in verband met de schuldpositie van KS versus CS zal ik niet meer ingaan. Er is geen onevenwicht, want de twee investen Sambrinvest en Meusinvest mogen er niet worden bijgeteld, omdat die uit de sociale enveloppe van het plan-Gandois komen. Er was twaalf miljard uitgetrokken. Men heeft het met minder gedaan en aan de arbeiders is gezegd dat, als ze een sociaal pact sloten en als ze wat overhielden, dit kon worden gebruikt voor reconversie in het microgewest rond de onderneming. Zo een voorstel gebeurde ook bij de sluiting van Le Roton en bij de sluiting van de walserijen van Lontin.

Wij hebben ook een dergelijke formule voorgesteld in de Antwerpse Walserijen. Indien de arbeiders en hun organisaties verantwoordelijkheid opnemen, moet men ze niet penaliseren, maar moet men ze de gelegenheid bieden om deel te nemen aan een beleid van economische reconversie rond de onderneming. Dat is de bedoeling.

Als men die twee investen aftrekt, komt men voor Vlaanderen op 11,5 miljard, iets meer dan de investen toegekend aan Wallonië. Er is dus zeker geen sprake van cijfermatig onevenwicht.

Het dossier van Nobels-Peelman hebt u van nabij gevolgd, mevrouw, en terecht. U hebt er verschillende malen over geïnterpelleerd.

Ik weiger de directies en de raden van bestuur van die investen hoe dan ook te beïnvloeden. Zij moeten worden gerund volgens de regels van efficiëntie en management van privé-holdings. Wij hebben daar natuurlijk vertegenwoordigers, maar die moeten redeneren op een economisch verantwoorde wijze. Anders is het geld weggeworpen.

Mevrouw N. Maes. — Als het onze centen niet zijn, redeneren zij anders.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Men heeft een participatie genomen in Nobels-Peelman. Die bleek helaas, onvoldoende en de perspectieven waren bijzonder slecht, wat nadien is bevestigd.

Mevrouw N. Maes. — Ik wilde het volgende zeggen.

Sidinvest is zijn geld kwijt, maar Sidmar heeft Sidcontract. De gemeenschap verliest geld maar een privé-groep doet een bijzonder interessante zaak.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Als de investen verliezen maken, kunnen zij niet blijven bestaan. Dat is nogal duidelijk.

Wij hebben toch al genoeg ervaring met staatsondernemingen. Heeft men in uw partij nog niet afgeleerd daar voorstander van te zijn, te pas en te onpas, wat ook de verliezen mogen zijn? Ik vraag dat aan u, want ik weet dat er in uw partij ook een aantal tendensen en vleugels zijn.

Mevrouw N. Maes. — Dank u wel.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Ik ben het volkomen eens met de heer Op 't Eynde als hij zegt dat het herstel kwetsbaar en broos is. Wat men ook moge beweren over het prijsbeleid, in 1982 was er een stijging van 8,3 pct. Nu is het, in februari, ondanks de stijging, plus 5,3 pct. Dat is een daling met 3 procentpunten. Dat valt niet te loochenen.

De heer Op 't Eynde heeft ook gezegd, de heer de Wasseige heeft er eveneens allusie op gemaakt, dat de loon- en weddetrekkenden sterk hebben moeten inleveren maar dat integendeel inkomen uit vermogen, met name uit roerend bezit, aanzienlijk werd gepromoveerd en geprivilegieerd.

Vous suivez l'évolution économique et financière de notre pays, monsieur de Wasseige. Le rendement des actions et des obligations mérite que nous nous y attardions quelques instants.

Grâce à la loi Cooreman-De Clercq, il est indéniable que les cours ont fortement augmenté depuis deux ans, mais que je sache, les revenus mobiliers ne sont pas indexés.

Pour la totalité des titres, l'indice des cours à la commission de la Bourse de Bruxelles se situe aujourd'hui approximativement à 165 points, et celui de l'inflation à 375 points, soit plus du double. Il en résulte donc qu'une personne ayant placé son épargne dans un portefeuille de titres aurait perdu plus de la moitié de son capital, si elle n'a pas arbitré entre 1963 et aujourd'hui. Telle est bien la réalité.

Il faut nuancer l'affirmation selon laquelle le revenu mobilier a été largement privilégié. C'est bien le cas, à court terme, car il fallait absolument rétablir l'afflux de moyens propres dans les sociétés et dans ce domaine, le gouvernement a pleinement réussi. Etre occupé dans une société qui, non pas ploie sous l'endettement, mais dépose un bilan solide et équilibré, présente pour le travailleur un avantage considérable.

De heer Deprez heeft ervoor gepleit de subsidies aan de bedrijven terug te schroeven. Ik verwijs hem naar het reconversiebeleid, de innovatiemaatschappij, de T-zones en alle andere middelen in het industriebeleid van de regering.

U heeft gevraagd of de begroting van Economische Zaken de vertaling is van de gebudgetteerde lasten. Het antwoord is ja. In titel I is voor

het Nationaal Solidariteitsfonds een bedrag uitgetrokken van 26,3 miljard voor betaling van intresten.

In titel II wordt voor terugbetaling van leningen voorzien in een bedrag van 2,1 miljard en voor het Fonds voor industriële vernieuwing werd respectievelijk een bedrag van 1,6 miljard en van 2 miljard uitgetrokken. De begroting van Economische Zaken wordt dus hoe langer hoe meer een schuldenbegroting.

U heeft ook zeer concrete vragen gesteld in verband met het textielplan. Ik kan u mededelen dat van het financieel luik nagenoeg niets meer over is. Er is nog wel een bedrag beschikbaar maar wij moeten een spaarpotje overhouden van ongeveer 1 miljard voor een aantal lastige dossiers die nog op komst zijn. Wanneer deze zijn afgehandeld, zal niets meer overblijven.

De regering heeft zich voorgenomen de sociale enveloppes in de vijf nationale sectoren te indexeren. Veertien dagen geleden werd dit reeds beslist voor de staalsector en ik zal op het sociaal-economisch kernkabinet van volgende week voorstellen een zelfde maatregel te treffen voor de textielsector.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Ik hoop dat geen prefinanciering zal nodig zijn via het dienstenluik. Indien dat toch het geval zou zijn dan moeten wij voorzien in een mechanisme om dit zo vlug mogelijk terug te financieren. Tot zover uw vragen in verband met het textielplan.

U heeft ook gezegd dat, indien men ooit de BTW zou verhogen, dit dan selectief moet gebeuren. Ik ga daarmee volledig akkoord, maar ik wil er wel op wijzen dat men, in landen als Duitsland en zelfs in Frankrijk, de directe fiscaliteit die vooral drukt op gezinnen en fysieke personen, wil verlagen door een compensatie via indirecte belastingen. De heer Stoltenberg en andere ministers van Financiën hebben dit voorgesteld.

Die idee moet dus niet a priori worden verworpen. Ik deel uw mening dat men inderdaad een eventuele BTW-verhoging buiten de index moet houden indien deze maatregel vruchten wil afwerpen. Zoniet is het een maat voor niets. Deze aangelegenheid moet vanzelfsprekend worden bekeken met de sociale gesprekspartners. Mijn antwoord staat echter vast wat het principe betreft.

Les « scandales » évoquées par M. de Wasseige sont tellement nombreux que j'ai peine à y répondre. Je confirme à nouveau qu'il n'est pas question de manipulation de l'index et que vous semblez nier l'évidence qui découle de rapports internationaux émanant d'autorités indiscutables.

Je vous ai répondu en ce qui concerne le problème des KS. Vous dites évidemment exactement le contraire de certains avis flamands en affirmant que tout l'argent va à la Flandre. Essayez de vous entendre. J'espère que ce sera possible à un certain moment, mais j'en doute.

Il s'agit d'une présentation extrêmement politisée des réalités. Votre expérience des allées du pouvoir doit vous permettre de savoir, en votre for intérieur, combien difficiles sont les choses, particulièrement en Belgique. Le gouvernement fait un effort constant pour trouver des solutions symétriques et équilibrées, et je persiste à croire que c'est le cas. Il faut comparer ce qui est comparable. On ne peut pas comparer les 120 milliards de Cockerill-Sambre aux 27 milliards pour le plan textile parce qu'il s'agit d'industries tout à fait différentes. Il est enfantin d'additionner tous ces montants qui ne sont pas additionnables.

M. de Wasseige. — Je ne les ai pas additionnés.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Cela vaut pour les deux thèses, de part et d'autre.

Vous dites que dans le cadre du plan textile, tout va vers la Flandre et rien vers la Wallonie. C'est inexact et tout à fait contraire à la pratique des choses. Les dossiers sont examinés à un triple niveau: d'abord au sein de l'ITCB dont vous connaissez la composition, où les milieux wallons sont représentés, les décisions y étant, dans la plupart des dossiers, prises à l'unanimité, ensuite à la SNSN: composition paritaire des organes de décisions; enfin au niveau du gouvernement dont la composition est également paritaire en vertu de la Constitution. Que voulez-vous de plus? Nous avons simplement examiné les dossiers en pleine et totale objectivité.

M. de Wasseige. — Je vois les chiffres.

Le secteur textile wallon représente 20 p.c. du secteur textile national et il n'a pourtant reçu que 12,5 p.c. des subsides.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — En fonction des besoins, monsieur de Wasseige, et de la possibilité de restructurer certaines entreprises. Il existe des entreprises qui ne sont plus restructurables. Telle est la vérité.

M. de Wasseige. — Tiens, tiens!

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — Non, monsieur de Wasseige, c'est très clair.

M. de Wasseige. — Elles se trouvent toutes du même côté.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — C'est totalement inexact.

Considérez les chiffres du chômage, les gens perdent leur emploi aussi bien en Flandre qu'à Bruxelles.

Enfin, en écoutant M. Vercaigne, j'ai cru entendre un discours de M. Marchais à l'égard de la politique de M. Mitterrand. *(Sourires.)* Mais passons, pas de polémique.

La clé de répartition du FRI est une clé indiscutable. Elle donne les chiffres suivants en ce qui concerne les emplois perdus dans les secteurs nationaux pour les trois régions: pour la Flandre 54 p.c., pour la Wallonie 36 p.c. et pour Bruxelles 10 p.c. C'est d'après cette clé que les montants des droits de tirage sont partagés.

Er is een vraag gesteld over de decentralisatie van het ministerie van Economische Zaken, met name de vraag om bepaalde diensten over te brengen naar Limburg.

De heer Vandezande. — Dat is deconcentratie.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Inderdaad, maar men sprak over decentralisatie.

Met alle sympathie voor de Limburgers, maar als we daarmee beginnen, komen de volgende dag de Westvlamingen of de Oostvlamingen en, waarom niet, de Leuvenaars met een gelijkaardige vraag.

De heer Op 't Eynde. — Het was beloofd, mijnheer de minister.

De heer Eyskens, minister van Economische Zaken. — Niet voor de diensten van Economische Zaken, wel bijvoorbeeld voor de diensten voor bedrijfsorganisatie.

Laten wij realistisch blijven, laten wij deconcentreren wat kan worden gedeconcentreerd bijvoorbeeld, op het niveau van de administratie van de Vlaamse en de Waalse executieven. De ervaring met dat soort van diensten heeft ons geleerd dat zelfs indien de regering dit beslist, de ambtenaren niet volgen. Dit is niet typisch voor België, ook in Nederland is dit zo. Denk maar aan de plannen van de Nederlandse regering om te deconcentreren naar de noordelijke provincies; wat een gehakketak is dat geweest!

Mijn algemeen besluit, mijnheer de Voorzitter, is dat het herstelbeleid van de regering, tot spijt van wie het benijdt, duidelijk positieve resultaten afwerpt. Onze grootste aandacht moet gaan naar het begrotingstekort en de tewerkstelling; beide problemen zijn trouwens onderling verbonden. Er is nog heel veel werk te doen. Bijgevolg moet dit beleid met de grootste krachtdadigheid en de grootste overtuiging worden voortgezet. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — La parole est à M. Knoops, secrétaire d'Etat.

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je répondrai, aussi brièvement que possible, aux différentes questions qui m'ont été posées dans le domaine de la politique énergétique, et tout d'abord en ce qui concerne l'effet des mouvements du dollar sur nos achats énergétiques. Cette question se trouvait en filigrane dans divers exposés. Il me paraît, dès lors, utile de donner quelques précisions à ce sujet.

Nos importations en énergie payées en dollars se chiffraient, l'an dernier, à environ 320 milliards. Elles étaient constituées à raison de 67 p.c. de pétrole, que nous payons totalement en dollars aujourd'hui; de 22 p.c. de gaz, que nous payons en dollars du moins pour celui provenant

d'Algérie, représentant environ 35 p.c. de nos achats; et de 11 p.c. de charbon dont 60 p.c. sont payés en dollars.

La conclusion mathématique de ces chiffres montre qu'un franc de hausse sur le cours du dollar entraîne, sur une base annuelle, une dépense de 4 milliards supplémentaires pour nos importations d'énergie.

La répercussion des mouvements du dollar sur le prix de chaque énergie est évidemment fonction des pourcentages d'importation rappelés ci-dessus, à savoir: 100 p.c. pour le pétrole, 35 p.c. pour le gaz et 60 p.c. pour le charbon.

On constate donc que le gaz est moins touché que le charbon, lequel est lui-même moins touché que le pétrole par les mouvements de hausse, ou de baisse d'ailleurs du dollar; nous allons y venir.

Encore faut-il préciser que, dans le cas du charbon, le prix de nombreuses livraisons de charbon belge — notamment du charbon campinois à la sidérurgie, comme le prix de reprise aux producteurs de charbon récupéré des terrils — est indexé sur le prix du charbon importé.

Notre facture énergétique extérieure n'est donc pas la seule à être touchée. Le coût du charbon augmente également pour l'utilisateur belge.

Les effets les plus spectaculaires se font néanmoins sentir sur les produits pétroliers et plus particulièrement ceux qui touchent chacun de nous dans notre vie quotidienne: d'une part, les carburants et, d'autre part, le gasoil de chauffage.

Le prix de base de ces produits, fixé suivant un contract-programme, résulte de la multiplication du cours du dollar par la cotation desdits produits à Rotterdam. En effet, nous nous trouvons aujourd'hui dans ce que les techniciens appellent le « tunnel », c'est-à-dire que les prix maxima des produits pétroliers, en Belgique, sont fixés suivant les cotations sur le marché de Rotterdam, auxquelles il faut ajouter un prix de transport et une marge de bénéfice pour la distribution.

En ce qui concerne les prix des produits pétroliers, on peut dire, d'une façon quelque peu schématique mais pratiquement exacte, que l'augmentation d'un franc du dollar entraîne 25 centimes de supplément au litre pour le consommateur.

Par contre, un dollar en moins de cotation à la tonne revient à sept centimes de moins pour le consommateur.

Certains se seront peut-être étonnés qu'il n'y ait pas eu, ces derniers jours, de hausse du prix du gasoil de chauffage. Encore que, lorsqu'il n'y a pas de hausse, on ne s'étonne guère et que lorsqu'il y a baisse, on l'oublie; par contre, lorsqu'il y a hausse, on s'en préoccupe immédiatement. Certains, dépassant ces sentiments propres à tout un chacun, auront remarqué néanmoins que ces derniers jours, malgré la flambée du dollar — pratiquement chaque jour, son cours augmentait d'un franc —, le gasoil de chauffage n'a pas subi d'augmentation de prix.

M. de Wasseige. — Il y en a eu une lundi!

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Cette hausse était basée sur les cotations de vendredi. Mais il n'y en a plus eu depuis lors.

M. de Wasseige. — La température s'est améliorée entre-temps.

Il y a eu sept hausses depuis janvier!

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Si vous connaissez la réponse, vous pouvez la dire à ma place, monsieur Vercaigne. N'êtes-vous pas au courant de la flambée du dollar depuis lundi? De 67 francs vendredi, il est passé, aux cotations hier, à plus de 70 francs, soit une augmentation de trois francs. Mais je n'ai pas entendu aujourd'hui qu'il y ait une hausse du prix de gasoil. Parlons de façon claire, tranquille et calme, si vous le permettez.

Pourquoi cette hausse ne s'est-elle pas produite? Ce dont je me réjouis. Parce que les cotations des produits pétroliers ont baissé à Rotterdam, de 12 dollars, à la suite du dégel. L'effet du climat a été manifeste.

Je puis vous annoncer qu'en fonction de la baisse assez importante du dollar qui s'est produite aujourd'hui, il est vraisemblable que, dès demain, les cotations du gasoil de chauffage, qui seront en application à partir de vendredi, seront en baisse d'un franc. En effet, les prix sur le marché des produits pétroliers ont baissé et directement, l'effet de hausse du dollar, qui s'était répercuté précédemment, va être enrayé. Ceci permettra au consommateur de constater que, dans le jeu du contrat-programme, une baisse du dollar est immédiatement répercutée sur les prix.

Voilà un point important qu'il fallait clarifier.

J'en viens à un deuxième point d'une tout autre nature: l'implantation d'une antenne de l'Iniex, au Limbourg.

Je tiens à rappeler à l'honorable M. Op 't Eynde qu'en septembre dernier, le conseil d'administration de l'Iniex a rappelé son intention de développer une antenne au Limbourg. Toutefois, la discussion sur ce point a été jumelée avec celle qui est relative au cadre organique et aux nouveaux statuts de l'Institut.

Un administrateur, limbourgeois d'ailleurs, a été chargé de présenter des propositions concrètes au sujet de l'implantation et du développement de cette antenne. L'ordre du jour du prochain conseil d'administration, qui se tiendra le 6 mars prochain, prévoit un exposé de cet administrateur.

Toujours en ce qui concerne l'exploitation des richesses de notre sous-sol, M. Capoen s'est inquiété de l'évolution des essais de gazéification souterraine à Thulin.

Ces essais sont en cours depuis plusieurs années dans le cadre d'un projet belgo-allemand bénéficiant d'un subside de la Communauté européenne.

Une première méthode de gazéification à haute pression, à savoir la rétrocombustion, qui s'était révélée valable en laboratoire et à faible profondeur, n'a pas donné de résultats à Thulin où les travaux s'effectuent à grande profondeur. En d'autres termes, il n'est pas possible d'opérer la jonction entre deux forages pourtant situés à une distance relativement faible de 35 mètres.

Dès lors, une deuxième méthode est maintenant testée, celle du forage dévié, c'est-à-dire, si vous me permettez cette expression peu technique, du « forage en oblique » qui permettrait d'opérer la jonction entre deux forages situés à un niveau différent.

Nous espérons que cette méthode se révélera fiable, car nous possédons encore à grande profondeur des millions de tonnes de charbon qui ne peuvent plus être exploités de façon économique selon les méthodes classiques.

La recherche d'une méthode valable est également en cours chez nos voisins français qui, tout comme nous, bénéficient de subventions de la Communauté européenne. Par ailleurs, des discussions sont en cours quant à la coordination des recherches, au niveau européen, entre la Belgique et l'Allemagne, d'une part, la France et la Grande-Bretagne, d'autre part. Une nouvelle proposition plus réaliste sur le plan des crédits est attendue de la France.

J'ajoute, à l'intention de M. Capoen, que le budget alloué, soit 86 millions, me paraît suffisant. Dans le cadre du contrôle budgétaire, il a été décidé de ne pas apporter de modification à ce montant, compte tenu des incertitudes quant au résultat final de ces recherches.

J'en arrive à un secteur extrêmement important de notre politique énergétique, le secteur nucléaire.

Si j'en crois M. de Wasseige, mener une politique nucléaire serait un scandale.

M. de Wasseige. — Au point où nous en sommes, oui!

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Monsieur de Wasseige, l'homme politique qui, dans un pays voisin, s'est illustré par cette expression était, malgré tout, plus prudent que vous lorsqu'il parlait du domaine nucléaire.

On peut donc conclure que vous avez, dans vos propos, non pas égalé, mais certainement dépassé M. Marchais.

En effet, il me paraît impensable de faire une telle affirmation, compte tenu des résultats obtenus grâce à la politique nucléaire menée dans notre pays depuis la dernière guerre.

Dès 1946, des recherches furent entreprises, sur le plan industriel. Quant à la participation belgo-française au cours des années 1960, à Chooz avec retour à Tihange, elle est aujourd'hui concrétisée par la présence, sur notre territoire, de cinq centrales nucléaires en activité et de deux autres, dont la construction est pratiquement terminée et qui pourront être mises en service en 1985.

Parler de scandale ou d'échec, alors que nous avons les centrales ayant le meilleur rendement du monde, et que le prix du kilowatt/heure

nucléaire est, dans notre pays et en Europe, le plus compétitif, me paraît aberrant.

Nous souhaiterions, monsieur de Wasseige, pouvoir dénoncer beaucoup de scandales de ce genre. Celui dont il est question, profite indéniablement à l'économie du pays qui bénéficie, par ce biais, d'une électricité à meilleur prix. Il en va de d'ailleurs de même pour le consommateur.

Grâce à l'apport de plus en plus important de produits nucléaires dans le secteur de l'électricité, nous avons pu, en francs constants, appliquer des diminutions importantes au niveau des coûts. Il n'en aurait évidemment pas été question si nous avions continué à produire notre électricité, comme en 1973, au départ du pétrole ou du gaz. Dans cette hypothèse, elle coûterait aujourd'hui plus du double, compte tenu de l'évolution du prix de ces combustibles.

Même si, plutôt que d'avoir recours au secteur nucléaire, au pétrole ou au gaz, on avait utilisé le charbon, l'augmentation du coût de l'électricité aurait certes été moindre, mais néanmoins sensible pour le consommateur. Les spécialistes internationaux ne tarissent d'ailleurs pas d'éloges à l'égard de nos centrales nucléaires.

Compte tenu de ces arguments, monsieur de Wasseige, et alors qu'en 1975, vous approuviez cette politique aux côtés d'un grand ministre qui, malgré les critiques émanant de toutes parts en avait pris la responsabilité — je songe au regretté André Oleffe —, vous devriez reconnaître que vous aviez alors raison, que vous vous êtes trompé ensuite — cela peut arriver à tout le monde — et que vous devriez revenir aux idées que vous n'auriez jamais dû abandonner.

Voilà, à mon sens, un langage plus sérieux et plus valable, compte tenu des résultats économiques obtenus grâce à la politique que nous avons suivie. Je suis prêt à prouver cela, chiffres à l'appui, devant n'importe quel auditoire et à vous démontrer les effets négatifs qu'aurait eu sur l'emploi la non-décision de construction des centrales nucléaires dans notre pays.

Vous n'ignorez vraisemblablement pas qu'en ce moment, pas mal de responsables hollandais se mordent les doigts de n'avoir pas fait grand-chose dans le domaine du nucléaire; heureusement pour eux, ils disposent, en matière d'énergie, de leurs réserves de gaz. Ils ont du reste utilisé leur gaz pour la fabrication d'électricité qu'ils vendent au prix « calorie », au même prix que le charbon, ce qui, sur le plan économique en général et sur le plan énergétique en particulier, est une aberration.

Pour en venir à des points plus précis concernant le développement de l'énergie nucléaire, je rappelle simplement à l'intention de vos collègues que Kalkar, au sujet duquel vous m'avez interrogé, n'a absolument rien à voir avec les centrales nucléaires classiques; il s'agit d'une tout autre filière, celle du surrégénérateur.

Nous avons pris la décision en 1969 et la lenteur avec laquelle ce projet a évolué ne nous réjouit pas particulièrement. Pour le reste, je vous renvoie aux chiffres figurant aux pages 70 à 73 du rapport de la Chambre; ces quatre pages retracent tout l'histoire du projet et celui de notre participation.

La mise en route finale de ce surrégénérateur est prévue pour la fin de l'année 1986; cela nous a été confirmé, il y a peu de temps, par les autorités allemandes.

En ce qui concerne notre participation au projet, nous nous étions engagés, au départ, à prendre à notre compte 15 p.c. des charges; par la suite, étant donné que tous les retards, dus en grande partie à des difficultés d'ordre administratif, pouvaient être imputés aux Allemands, les suppléments de coût en résultant ont été pris en charge par eux.

Par contre, un engagement avait été pris par le gouvernement précédent, en tout cas par son ministre des Affaires économiques, qui avait assuré ses homologues hollandais et allemands, qui me l'ont eux-mêmes confirmé, que, dès que son débat parlementaire sur l'énergie serait terminé, la Belgique prendrait à son compte sa part de supplément dû à l'inflation. C'est ce qui fut fait.

Il est exact que cela représente une charge supplémentaire de 2,5 milliards en cinq ans, soit 500 millions par an, qui vient s'ajouter à notre contribution de 7,5 milliards.

D'une part, il était bon, ainsi que je l'ai rappelé en commission, de veiller à nos bonnes relations avec l'Allemagne, notamment sur le plan scientifique. D'autre part, sur le plan industriel, ce contrat était particulièrement intéressant puisque, pour une contribution de l'ordre de 10 milliards, nous recevions plus de 12 milliards de francs de commandes, ce qui signifie que le juste retour était de plus de 100 p.c. Cela devait également être pris en compte.

Enfin, soucieux de limiter au maximum la part de l'Etat dans cet effort supplémentaire, le ministre des Affaires économiques et moi-même avons obtenu que la contribution supplémentaire belge soit réparti non pas comme précédemment, à raison de 92 p.c. pour l'Etat et 8 p.c. pour le secteur privé, mais à raison de 85 p.c. pour l'Etat et 15 p.c. pour le privé.

Cette négociation me paraît donc avoir été réussie, d'autant que, dans l'état actuel du marché énergétique d'une part, et, surtout, du marché de l'uranium d'autre part, il ne semble pas que nous devions financer dans l'immédiat des surrégénérateurs de production. Pour reprendre l'expression de M. Boiteux, président de l'EDF, nous devrions pouvoir nous contenter en la matière de « faire de la gymnastique », c'est-à-dire d'utiliser des prototypes pour mieux nous mettre au courant de cette technique plus coûteuse ...

M. de Wasseige. — Elle est aussi boiteuse.

M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. — ... que les centrales nucléaires classiques mais qui a le grand mérite d'être beaucoup moins consommatrice d'uranium.

J'en viens au problème des déchets nucléaires qu'à abordé Mme Maes.

Il importe tout d'abord de distinguer les différentes sortes de déchets.

Les déchets à très faible radioactivité comprennent par exemple, les salopettes d'ouvriers qui se sont rendus pendant quelques instants dans un endroit où ils étaient exposés à la radioactivité, salopettes qui doivent être éliminées immédiatement. Jusqu'il y a deux ans, nous nous débarrassions de ces déchets dans la mer.

Il y a ensuite les déchets à moyenne radioactivité et, enfin, les déchets à haute radioactivité, à savoir les restes de combustibles, pour lesquels deux méthodes sont applicables: le retraitement, d'une part, la vitrification et le stockage, d'autre part.

Tout en souhaitant qu'on continue les recherches en vue d'améliorer les solutions existantes, l'Agence internationale de l'énergie nucléaire, qui dépend de l'Organisation des Nations Unies, estime, dans un récent rapport, que ces solutions s'avèrent suffisantes et permettent un développement très important de l'énergie nucléaire dans le domaine civil.

M. Vercaigne m'a interrogé sur la situation de la Carbochimique qui a bénéficié de conditions spéciales pour l'achat de gaz, après avoir été victime de la concurrence de firmes étrangères qui, elles, recevaient le gaz à des prix extrêmement bas. Je puis rassurer entièrement M. Vercaigne sur ce point.

Les conditions plus intéressantes qui avaient été obtenues pour une petite partie de nos livraisons, ont été incluses dans le contrat. Ainsi, le nouveau contrat que Distrigaz vient de signer avec la société hollandaise *Gasunie,* si l'on considère l'ancien contrat et les rabais appliqués pour 5 p.c. environ de nos achats destinés aux azotiers, ce nouveau contrat prévoit une diminution des prix de l'ordre de 6 p.c. Ce contrat actuellement examiné par nos services et qui devra faire l'objet d'une ratification par le gouvernement, paraît à priori assez intéressant.

M. Vercaigne. — Puis-je vous faire observer, monsieur le ministre, que ce qui inquiète surtout le PDG de cette entreprise, c'est, en fait, la durée du contrat entre Distrigaz et *Gasunie?* Il souhaiterait que ce contrat ait une portée, non pas à court terme, mais de 10 à 15 ans.

Pourriez-vous nous donner une indication sur ce point?

M. Knoops, secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au ministre des Affaires économiques, et secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, adjoint au ministre des Finances et des Classes moyennes. — Les clauses du contrat sont liées, il va de soi, à l'évolution des prix. Ces derniers ne sont pas fixés pour une période de 15 ans. Certains contrats se sont révélés extrêmement coûteux et il est certain que les gaziers se montreront plus prudents qu'ils ne l'ont parfois été dans le passé, tant à l'achat qu'à la vente.

Je ne pense pas qu'il soit raisonnable en la matière, de garantir, des prix pour une période de 10 ou de 15 ans. Il est cependant certain que les prix actuels pourront être garantis pour plusieurs années aux utilisateurs industriels dont vous venez de parler.

M. Vercaigne a également abordé le problème de la valorisation des terrils. Il a demandé si l'on prévoyait des subsidiations spéciales.

Je ne le crois pas. Je répète très clairement à cette tribune la réponse que j'adressais, à la Chambre, à une question posée par un membre de mon parti, député de mon arrondissement: sur le plan de la politique économique, je ne crois pas qu'il serait sage de suivre cette voie.

Dans les conditions énergétiques existantes, l'exploitation de terrils peut-être équilibrée, voire — l'expression me plaît, mais elle vous fera peut-être bondir, monsieur Vercaigne — rentable! Il serait tout à fait normal que, pour le lancement de ces exploitations qui assurent de l'emploi, des aides aux investissements dans le cadre, par exemple, de l'aide à l'expansion économique, soient prévues. Par contre, ce serait, à mon sens, une erreur de prévoir, pour ce genre de production, des prix spéciaux des coûts indirects qui faussent le marché, trompent le consommateur et parfois même l'homme politique.

Nous devons revenir à la vérité économique pour toutes les productions énergétiques. Il est plus sain de vendre au prix normal du marché et de prévoir — ce qui est à charge de l'autorité compétente — les subsidiations nécessaires si l'on estime que la production déficitaire en cause doit être poursuivie.

C'est dans ce sens que nous devons continuer à mener notre politique énergétique. C'est la démarche entreprise par le gouvernement actuel et que je ne désire pas modifier.

Enfin, j'en arrive ainsi au problème de l'utilisation rationnelle de l'énergie abordé par MM. Capoen et de Wasseige, et qui reste un fondement de notre politique, bien que nos moyens, en cette matière, ne soient pas illimités. L'utilisation rationnelle de l'énergie dépend bien plus du comportement de chaque opérateur économique que de subventions ou d'aides.

Il est effectivement regrettable que certaines déductions fiscales, notamment dans le domaine de l'isolation des logements, aient été supprimées, mais c'était nécessaire, étant donné l'état actuel de nos finances publiques.

Il convient toutefois de rappeler que des déductions fiscales sont toujours possibles en matière de rénovation des logements et notamment pour des travaux d'isolation.

C'est précisément dans le cadre des habitats vétustes que l'isolation apporte les meilleurs résultats.

Il faut rappeler que nos industriels bénéficient également de déductions fiscales pour leurs investissements économiseurs d'énergie.

Nous avons fait un effort de publicité quant aux techniques de chauffage plus efficaces, de meilleure isolation et de meilleur emploi de l'énergie dans les ménages. La Communauté économique européenne a signalé dans un rapport qu'en Belgique on avait mené, à ce sujet, je cite: «des campagnes d'envergure avec des moyens limités par habitant».

Cette politique d'utilisation rationnelle de l'énergie donne les résultats plus facilement calculables dans le domaine industriel que dans le secteur domestique.

Dans le domaine industriel, on peut constater que, par unité de production, on utilise aujourd'hui plus d'énergie que nos voisins — cela est dû à nos types de fabricats — mais que les progrès que nous avons réalisés depuis la crise énergétique de 1973 sont identiques et parfois supérieurs à ceux réalisés chez nos voisins, et cela à production industrielle constante, l'effet de la crise étant éliminé.

Dans le secteur domestique, la situation est plus complexe, car il est manifeste que la consommation de produits énergétiques a diminué chez les particuliers, toutes choses égales par ailleurs. Il est évident que, si la température baisse très fort, jusqu'à moins 10 degrés, même si l'on utilise l'énergie de façon très parcimonieuse et économe, on en consomme beaucoup plus que lorsque la température est clémente, par exemple 10 ou 15 degrés.

Dans la diminution de consommation relevée aujourd'hui, nous ne pouvons toutefois distinguer la part due à une meilleure utilisation — j'entends par là que le niveau de vie antérieur, du point de vue chauffage est maintenu — de la part imputable à une certaine pauvreté, entraînant une impossibilité ou au moins de grandes difficultés d'avoir un chauffage décent.

Après vous avoir remercié des questions posées, je dirai en conclusion que la politique énergétique menée dans notre pays depuis trois ans fut une politique équilibrée, persévérante dans ses choix et finalement efficace dans ses résultats. Elle peut être comparée de façon particulièrement honorable à celle de nos voisins.

Cette politique doit être continuée; elle obtiendra, je l'espère, votre confiance. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, je voudrais reprendre brièvement la parole. A propos de la politique générale menée par le gouvernement, il est, en effet, difficile d'admettre les conclusions du ministre des Affaires économiques.

J'ai sous les yeux une étude scientifique, datant de mai 1984 et émanant de la Fondation Travail-Université, dont chacun sait qu'elle est liée au Mouvement ouvrier chrétien, qui analyse l'effet de l'austérité salariale et sociale pendant les trois premières années de ce gouvernement.

Selon cette étude, les revenus les plus bas de 1981, allant de 18 à 24 000 francs par mois, montants se situant en dessous du seuil fixé par le gouvernement, ont subi une amputation du pouvoir d'achat de l'ordre de 8 p.c. pour un isolé ou un ménage sans enfant, de 6 p.c. pour un ménage avec un enfant, de 5 p.c. pour un ménage avec deux enfants, de 3,6 p.c. pour un ménage avec trois enfants, et ainsi de suite.

Autrement dit, et je cite l'étude, «cela signifie que le pouvoir d'achat des plus bas revenus n'a donc pas été sauvegardé, comme l'affirme le gouvernement, loin s'en faut».

Il en va de même en ce qui concerne les revenus des familles nombreuses.

Il convient donc, une fois pour toutes, de se rendre compte de la réalité et non pas toujours tenir un discours qui en fait abstraction.

En ce qui concerne les centrales nucléaires, je regrette que M. le secrétaire d'Etat ait répondu à côté de la question. Je n'ai nullement incriminé le bon fonctionnement ni le rendement des centrales existantes. J'ai tout simplement dit que poursuivre actuellement une politique de nouvelles centrales nucléaires relevait de la folie et conduisait à de la surcapacité.

Sur ce point précis, il n'a apporté aucune justification. Il a même esquivé la question en faisant croire que j'avais déclaré que les centrales actuelles ne fonctionnaient pas bien.

Je n'ai jamais tenu de tels propos. Je connais les chiffres aussi bien que lui. Ce qui est absurde, c'est de poursuivre la politique que mène le gouvernement actuel, à savoir toujours plus de nucléaire, alors qu'en 1984, plus de 50 p.c. de notre production d'électricité est d'origine nucléaire.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1985

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1985

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques de 1985.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor 1985.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. *(Voir document nº 5-XII-1, session 1984-1985, du Sénat, et document nº 4-XII-1, session 1984-1985, de la Chambre des représentants.)*

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. *(Zie stuk nr. 5-XII-1, zitting 1984-1985, van de Senaat, en*

stuk nr. 4-XII-1, zitting 1984-1985, van de Kamer van volksvertegenwoordigers.)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en voor de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1985 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

		Gesplitste kredieten	
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
	—	—	—
TITEL I			
Lopende uitgaven	41 312,3	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	7 520,0	638,2	874,3
Totalen	48 832,3	638,2	874,3

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1er. Il est ouvert, pour les dépenses du ministère des Affaires économiques afférentes à l'année budgétaire 1985, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

		Crédits dissociés	
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
	—	—	—
TITRE I			
Dépenses courantes. . . .	41 312,3	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital. . . .	7 520,0	638,2	874,3
Totaux	48 832,3	638,2	874,3

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de organieke wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement. Door middel van deze voorschotten mogen de buitengewone rekenplichtigen van het departement alle dienstkosten tot 100 000 frank betalen, alsmede de vergoedingen van alle aard welke op de begroting verleend worden.

Aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement belast met de betaling van voorschotten op zendingskosten in het buitenland wordt machtiging gegeven om aan de ambtenaren op zending naar het buitenland de nodige voorschotten te verlenen, zelfs indien deze voorschotten 100 000 frank overtreffen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département. Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaires du département sont autorisés à payer tous les frais de service n'excédant pas 100 000 francs, ainsi que les indemnités de toute nature sur le budget.

Les comptables extraordinaires du département chargés du paiement des avances sur frais de mission à l'étranger sont autorisés à consentir aux fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 100 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafeniskosten geschiedt volgens de regels vastgesteld door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

Art. 3. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. De kredieten ingeschreven op de artikelen 41.08 en 41.12, sectie 31 van titel I, kunnen, naargelang van de behoeften, onderling worden overgeschreven door middel van een koninklijk besluit en mits het akkoord van de minister van Begroting.

Art. 4. Les crédits inscrits aux articles 41.08 et 41.12, section 31 du titre I, peuvent, selon les besoins, être transférés entre eux au moyen d'un arrêté royal et moyennant l'accord du ministre du Budget.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1965 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mag, mits het akkoord van de minister van Begroting het saldo per 31 december 1985 van het niet-gesplitste krediet van het artikel 33.02 van sectie 31 van titel I, naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

Art. 5. Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1965 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le solde au 31 décembre 1985 du crédit non dissocié de l'article 33.02 de la section 31 du titre I, peut, moyennant l'accord du ministre du Budget, être reporté à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. Op de artikelen 12.01, 33.01 en 01.04 van sectie 31 en op het artikel 12.01 van sectie 32 van titel I van de bij deze wet gevoegde tabel mogen uitgaven aangerekend worden die betrekking hebben op schuldvorderingen van vorige begrotingsjaren.

Art. 6. Des dépenses relatives à des créances d'années budgétaires antérieures peuvent être imputées sur les articles 12.01, 33.01 et 01.04 de la section 31 et sur l'article 12.01 de la section 32 du titre I du tableau annexé à la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. Bij koninklijk besluit mogen de op artikel 41.12, sectie 31 van titel I voorziene kredieten ten belope van 9 187 026 000 frank overgeschreven worden naar de artikelen 21.01 en 21.02, sectie 31, titel I, van de Rijksschuldbegroting voor het jaar 1985.

Art. 7. Des crédits prévus à l'article 41.12, section 31 du titre I, peuvent être transférés à concurrence de 9 187 026 000 francs, par voie

d'arrêté royal, aux articles 21.01 et 21.02, section 31, titre I, du budget de la Dette publique de l'année 1985.

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de kapitaaluitgaven

Art. 8. De kredieten ingeschreven op de artikelen 61.02 et 61.04, sectie 31 van titel II, kunnen, naargelang van de behoeften, onderling worden overgeschreven door middel van een koninklijk besluit en mits het akkoord van de minister van Begroting.

Dispositions particulières relatives aux dépenses de capital

Art. 8. Les crédits inscrits aux articles 61.02 et 61.04, section 31 du titre II, peuvent, selon les besoins, être transférés entre eux au moyen d'un arrêté royal et moyennant l'accord du ministre du Budget.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. Bij koninklijk besluit mogen de op artikel 61.02, sectie 31 van titel II voorziene kredieten ten belope van 916 071 000 frank overgeschreven worden naar het artikel 91.01, sectie 33, titel III, van de Rijkschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1985.

Art. 9. Des crédits prévus à l'article 61.02, section 31 du titre II, peuvent être transférés à concurrence de 916 071 000 francs, par voie d'arrêté royal, à l'article 91.01, section 33, titre III, du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1985.

— Aangenomen.

Adopté.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 10. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet worden geraamd op 40 263 300 000 frank voor de ontvangsten en op 40 013 300 000 frank voor de uitgaven.

Section particulière (titre IV)

Art. 10. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 40 263 300 000 francs pour les recettes et à 40 013 300 000 francs pour les dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 11. Zijn toegelaten ten laste:

— Van het artikel 60.01.A «Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie», vastleggingen ten belope van een totaalbedrag van 5 481 200 000 frank, waarvan 3 669 800 000 frank in verband met de lopende verrichtingen en 1 811 400 000 frank in verband met de kapitaalverrichtingen;

— Van het artikel 60.03.A «Nationaal Solidariteitsfonds», vastleggingen ten belope van een totaalbedrag van 28 905 200 000 frank, waarvan 26 711 700 000 frank in verband met de lopende verrichtingen en 2 193 500 000 frank in verband met de kapitaalverrichtingen.

Art. 11. Sont autorisés à charge:

— De l'article 60.01.A «Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale», des engagements d'un montant total de 5 481 200 000 francs, dont 3 669 800 000 francs pour les opérations courantes et 1 811 400 000 francs pour les opérations de capital;

— De l'article 60.03.A «Fonds de solidarité nationale», des engagements d'un montant total de 28 905 200 000 francs, dont 26 711 700 000 francs pour les opérations courantes et 2 193 500 000 francs pour les opérations de capital.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. Op het artikel 60.04.A van titel IV — Fonds voor industriële vernieuwing — worden aan de minister van Economische Zaken vastleggingsmachtigingen ter beschikking gesteld ten belope van 3 498 500 000 frank waarvan 1 498 500 000 frank in verband met de lopende verrichtingen en 2 000 000 000 frank in verband met de kapitaalverrichtingen.

Art. 12. A l'article 60.04.A du titre IV — Fonds de rénovation industrielle — des autorisations d'engagement à concurrence de 3 498 500 000 francs sont mises à la disposition du ministre des Affaires économiques, dont 1 498 500 000 francs pour les opérations courantes et 2 000 000 000 de francs pour les opérations de capital.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. Op het artikel 66.10.A van titel IV — Fonds bestemd tot het toekennen van subsidies en terugvorderbare voorschotten voor de vervaardiging van prototypes en voor navorsingen inzake gevorderd technologisch onderzoek — worden vastleggingsmachtigingen ter beschikking gesteld voor een totaalbedrag van 1 004 100 000 frank.

Art. 13. A l'article 66.10.A du titre IV — Fonds destiné à l'octroi de subventions et d'avances récupérables pour la fabrication de prototypes et pour les recherches de technologie avancée — des autorisations d'engagement d'un montant total de 1 004 100 000 francs sont mises à disposition.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. Op het artikel 66.05.A van titel IV — Speciaal Fonds bestemd tot dekking van allerhande werkingskosten van het centrum voor informatieverwerking — dienst studiën en documentatie — worden vastleggingsmachtigingen ter beschikking gesteld voor een totaalbedrag van 260 790 000 frank.

Art. 14. A l'article 66.05.A du titre IV — Fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du centre de traitement de l'information — service des études et de la documentation — des autorisations d'engagement d'un montant total de 260 790 000 francs sont mises à disposition.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 15. Met toestemming van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie mag de minister van Economische Zaken inzake artikel 60.01.A — titel IV, beschikken over de kredieten die zijn uitgetrokken tot al wat dienen kan in het raam van het sociaal, economisch en regionaal beleid van de regering, ongeacht de aard van de ten laste te nemen uitgaven.

Van artikel 60.01.A — titel IV, naar dezelfde artikelen van de afzonderlijke sectie van andere departementen kunnen, bij koninklijk besluit, transfers verwezenlijkt worden om de lasten te dekken van de uitrustingswerken welke direct tot de economische expansie en tot de sanering van het leefmilieu in de bestaande industriegebieden bijdragen.

Art. 15. Moyennant l'autorisation du Comité ministériel de coordination économique et sociale, le ministre des Affaires économiques peut disposer, en ce qui concerne l'article 60.01.A — titre IV, des crédits prévus, à toutes fins utiles, dans le cadre de la politique sociale, économique et régionale du gouvernement, quelle que soit la nature des dépenses à prendre en charge.

Des transferts peuvent être effectués, par arrêté royal, de l'article 60.01.A — titre IV, aux mêmes articles figurant à la section particulière d'autres départements en vue de financer les travaux d'équipement contribuant directement à l'expansion économique et à l'assainissement de l'environnement dans les régions industrielles existantes.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. Van artikel 60.03.A — titel IV naar artikel 60.01.A — titel IV, en omgekeerd, kunnen naargelang van de behoeften, transfers worden verwezenlijkt door middel van een koninklijk besluit en mits het akkoord van de minister van Begroting.

Art. 16. De transferts peuvent être effectués selon les besoins, par voie d'arrêté royal et moyennant l'accord du ministre du Budget, de l'article 60.03.A — titre IV à l'article 60.01.A — titre IV et vice versa.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 17. Mits het voorafgaand akkoord van de minister van Begroting mogen de beschikbare saldi van de artikelen 66.08.A — titel IV en 66.09.A — titel IV overgeschreven worden bij wege van een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, naar het artikel 60.04.A — titel IV op een voor het betrokken gewest bijzondere rekening ten behoeve van het reconversiebeleid.

Art. 17. Moyennant l'accord préalable du ministre du Budget, les soldes disponibles à l'article 66.08.A — titre IV et à l'article 66.09.A — titre IV peuvent être transférés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, à l'article 60.04.A — titre IV à un compte spécial pour la région concernée au profit du volet reconversion.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 18. Elke verbintenis aan te gaan krachtens de artikelen 11, 12, 13, 14 en 15 van deze wet, wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de tiende van iedere maand legt de controleur van de vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor, die eensdeels het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geviseerd werden, en anderdeels het bedrag aangeeft van de vastleggingen die geviseerd werden sinds het begin van het jaar.

Art. 18. Tout engagement à prendre, en vertu des articles 11, 12, 13, 14 et 15 de la présente loi, est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le dix de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 19. De beschikbare saldi der bij onderhavige wet en de vorige begrotingswetten verleende vastleggingsmachtigingen mogen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten naar het volgend jaar worden overgedragen mits voorafgaandelijk akkoord van de minister van Begroting.

Art. 19. Les soldes disponibles des autorisations d'engagement ouvertes par la présente loi ainsi que par les lois budgétaires antérieures, peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés, moyennant accord préalable du ministre du Budget.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 20. De wijze van beschikken over het tegoed vermeld voor de fondsen en rekeningen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen van de departementen die de ontvangsten hebben gedaan worden door het teken C aangeduid.

Art. 20. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds et comptes inscrits au titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

— Aangenomen.

Adopté.

Instellingen van openbaar nut (titel VII)

Art. 21. Wordt goedgekeurd de begroting van de Regie der Belgische rijkskoel- en vriesdiensten voor het jaar 1985 zoals zij bij deze wet is gevoegd. Die begroting beloopt 163 375 000 frank voor de ontvangsten en 162 993 000 frank voor de uitgaven.

De ontvangsten voor orde worden geschat op 3 100 000 frank en de uitgaven voor orde op 3 100 000 frank.

Organismes d'intérêt public (titre VII)

Art. 21. Est approuvé le budget de la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge de l'année 1985 tel qu'il est annexé à la présente loi. Ce budget s'élève à 163 375 000 francs pour les recettes et à 162 993 000 francs pour les dépenses.

Les recettes pour ordre sont évaluées à 3 100 000 francs et les dépenses pour ordre à 3 100 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 22. Wordt goedgekeurd de begroting van het Voorschottenfonds voor schadeloosstelling voor schade veroorzaakt door het winnen en pompen van grondwater voor het jaar 1985 zoals zij bij deze wet is gevoegd. Die begroting beloopt 3 000 000 frank voor de ontvangsten en 7 123 000 frank voor de uitgaven.

Art. 22. Est approuvé le budget du Fonds d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine de l'année 1985, tel qu'il est annexé à la présente loi. Ce budget s'élève à 3 000 000 de francs pour les recettes et à 7 123 000 francs pour les dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1984

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1984

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget du ministère des Affaires économiques de 1984.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor 1984.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. *(Voir document nº 5-XII-1, session 1984-1985, de la Chambre des représentants.)*

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. *(Zie stuk nr. 5-XII-1, zitting 1984-1985, van de Kamer van volksvertegenwoordigers.)*

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

I. *Kredietaanpassingen*

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de titel I — lopende uitgaven — en onder de titel II — kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

Aanpassingen	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten — Vastleggingskredieten	Gesplitste kredieten — Ordonnanceringskredieten
	—	—	—
TITEL I			
Lopende uitgaven			
Bijkredieten voor het lopend jaar	1 642,3	—	—
Verminderingen	2 162,7	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	137,2	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven			
Bijkredieten voor het lopend jaar	599,0	556,3	206,6
Verminderingen	331,0	3,3	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	0,1	—	—

I. *Ajustements des crédits*

Article 1er. Les crédits prévus au titre I — dépenses courantes — et au titre II — dépenses de capital, du budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1984 sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs):

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés — Crédits d'engagement	Crédits dissociés — Crédits d'ordonnancement
	—	—	—
TITRE I			
Dépenses courantes			
Crédits supplémentaires de l'année courante	1 642,3	—	—
Réductions	2 162,7	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	137,2	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital			
Crédits supplémentaires de l'année courante	599,0	556,3	206,6
Réductions	331,0	3,3	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	0,1	—	—

— Aangenomen.
Adopté.

II. *Diverse bepalingen*

Art. 2. Op het artikel 60.04.02.A van titel IV — Fonds voor industriële vernieuwing — worden de door het artikel 10 van de wet van 6 juli 1984 houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984 geopende vastleggingmachtogingen ten belope van 1 500 000 000 frank gebracht op 3 500 000 000 frank.

II. *Dispositions diverses*

Art. 2. A l'article 60.04.02.A du titre IV — Fonds de rénovation industrielle — les autorisations d'engagement d'un montant de 1 500 000 000 de francs pour les opérations de capital, ouvertes par l'article 10 de la loi du 6 juillet 1984 contenant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1984, sont portées à 3 500 000 000 de francs.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 3. Op het artikel 66.10.A van titel IV — Fonds bestemd tot het toekennen van subsidies en terugvorderbare voorschotten voor de vervaardiging van prototypes en voor navorsingen inzake gevorderd technologisch onderzoek, worden de door het artikel 11 van de wet van 6 juli 1984 houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984 geopende vastleggingsmachtigingen ten belope van 1 653 000 000 frank, op 551 000 000 frank teruggebracht.

Art. 3. A l'article 66.10.A du titre IV — Fonds destiné à l'octroi de subventions et d'avances récupérables pour la fabrication de prototypes et pour les recherches de technologie avancée, les autorisations d'engagement d'un montant de 1 653 000 000 de francs, ouvertes par l'article 11 de la loi du 6 juillet 1984 contenant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1984, sont ramenées à 551 000 000 de francs.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 4. Worden van de vijfjarige verjaring ontheven de ereloonstaten van Mr. Preiser (dossiers Ubrichts 1, Ubrichts 2 en Céramiques de Baudour) tot dekking van zijn prestaties verleend gedurende de jaren 1969 tot 1974 voor een bedrag van 29 000 frank (art. 12.01, sectie 31, titel I).

Art. 4. Sont relevées de la prescription quinquennale les états d'honoraires de Me Preiser (dossiers Ubrichts 1, Ubrichts 2 et Céramiques de Baudour) couvrant des prestations de services accomplies durant les années 1969 à 1974 pour un montant de 29 000 francs (art. 12.01, section 31, titre I).

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 5. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 5. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 6. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.
Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Nous poursuivrons nos travaux ce soir à 19 heures.

Wij zetten onze werkzaamheden voort, vanavond te 19 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 17 h 45 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 17 u. 45 m.)

38.568 — E. Guyot, s. a., Bruxelles